

# **LES PEPINS** **DE LA** **PASTÈQUE**



## **LES CHRONIQUES DE LA PASTÈQUE**

Réflexions et digressions sur le monde tel qu'il va

Graphisme  
Isabelle Gillard

Editeur responsable  
Christophe Schoune, 98 rue Nanon, 5000 Namur

© Fédération Inter-Environnement Wallonie, Décembre 2013



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé et blanchi sans chlore

# SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	7
LETTRE À DIEU.....	9
LETTRE À MICHEL ROCARD.....	13
BÊTES DE SEEX (SYNDROME ÉOLIEN EXACERBÉ).....	17
EXCLUSIF ! LES ÉOLIENNES PERTURBENT L'ACTIVITÉ CÉRÉBRALE.....	23
INSOLATION POPULAIRE.....	27
LE VIAGRA DE MONTEBOURG.....	31
LA VDM DU SG* .....	33
LA PARENTHÈSE ENCHANTÉE (PENTECÔTE POLITIQUE).....	37
VOUS REPRENDREZ BIEN UNE TRANCHE D'ÉOLIEN ?.....	41
WALBI LANCE SPEEDY PASS, UNE INITIATION À LA SOCIÉTÉ DE CLASSES.....	47
LE VER EST DANS LE VERT .....	51
UN DIMANCHE SANS VOITURE ET UNE ANNÉE SANS C.....	55
LAMPEDUSA MON AMOUR.....	59
LE CATCHEUR, LE GIEC ET LE COMLOT CLIMATIQUE.....	61
MÉFAITS DIVERS (CE QUE L'"AFFAIRE WESPHAEL " DIT DE NOUS).....	65
LE SOCIALISME EN RASE-DEMOTTE.....	67
JUST DO IT !.....	69
"SUR LA TÊTE DE MES ENFANTS ! ".....	73



# INTRODUCTION

«*Vous êtes comme la pastèque: vert dehors et rouge dedans !*»: la formule m'a régulièrement été adressée par l'un ou l'autre lecteur que le positionnement jugé «trop à gauche» de mes chroniques excède. Loin de réfuter cette appréciation ayant valeur d'insulte aux yeux de ses expéditeurs, j'avoue au contraire me l'approprier totalement et même la considérer comme un compliment. Car si certains estiment que l'écologie est politiquement neutre, j'échoue en ce qui me concerne à imaginer qu'elle puisse être de droite, les fondements du capitalisme et de l'économie de marché m'apparaissant *de facto* incompatibles voire contradictoires avec les valeurs du combat environnemental.

Il me semble d'ailleurs évident que, à l'opposé des intérêts antagonistes que certains veulent y déceler, enjeux environnementaux et avancées sociales sont très étroitement imbriqués; la défense des uns doit ainsi participer à la (re)conquête des autres. Au-delà de son caractère sain profitable à l'Homme et à la terre, le bio trouve tout son sens dans une remise en cause radicale du modèle industriel de l'agriculture, le redéploiement d'exploitations à taille humaine et le développement d'un marché garantissant des revenus équitables aux producteurs. La lutte menée contre le CO<sub>2</sub> pour cause de changements climatiques offre un formidable levier permettant d'activer une relocalisation des unités de production et, ce faisant, redynamiser l'emploi. En s'attaquant aux pollutions de tout ordre, on participe à l'amélioration du sort des populations les moins favorisées d'ici et là-bas qui en sont les principales victimes. Et le concept de «décroissance» va bien bien plus loin que la dénonciation du caractère absurde et suicidaire d'un système fondé sur une croissance infinie de la production et de la consommation au sein d'un univers fini; il nous amène à une interrogation sociale, éthique, essentielle: sommes-nous prêts à réduire notre part de gâteau afin que celui-ci profite au plus grand nombre ou préférons-nous continuer à bénéficier d'une portion extra-large en ignorant la faim des autres?

Alors, «pastèque», oui, sans le moindre état d'âme.

**P.T**





## LETTRE À DIEU

• Chronique du 31 janvier 2013

Notre père qui êtes aux cieux,

Cela fait un bail que je ne me suis plus adressé à vous ou, pour être tout à fait exact, que je vous ai banni de mon existence. Il en va souvent ainsi des rapports passionnels : la rupture se révèle aussi radicale que les liens furent étroits. Et vous savez combien les nôtres l'étaient lorsque, rejeton certifié d'éducation 100% judéo-chrétienne, biberonné à la peur du péché et à la bonté divine, j'entretenais avec vous un dialogue quasi permanent et vous rendais grâce bien au-delà de ma visite hebdomadaire à l'église. C'est qu'on n'est pas sérieux quand on a 17 ans<sup>3</sup> – ou 10, 13, 20... – et que le respect de vos lois, la crainte de vos représailles et la fatuité d'une vie sans vous constituent une trinité sur laquelle repose toute sa personnalité. On n'est pas sérieux mais piteux, à la fois tétanisé par la peur de vous offenser et désespérément confiant en votre toute-puissante bienveillance.

Vous étiez alors pour moi non seulement un guide mais une assurance survie, une sorte de « *Céleste Assistance* » à laquelle je pensais pouvoir faire appel en cas de besoin, 24 heures sur 24, chaque jour que vous me prêteriez vie, pour autant, bien sûr, que je respecte scrupuleusement les clauses de notre contrat de confiance. Le service ne fut jamais à la hauteur de mes espoirs mais j'ai toujours jugé que c'était de ma faute, que j'avais dû déroger à votre code de bonne conduite et méritait dès lors pleinement votre indifférence.

Ainsi, je ne vous en ai pas voulu quand, en dépit de mes prières enflammées, mes excuses répétées et ma contrition affligée, vous n'avez pas daigné épargner à mes 7 ans traumatisés l'humiliation du sermon parental après que, dans le cadre d'un échange d'informations confidentielles, j'eus dévoilé ma zigounette à une cousine. J'ai estimé que vous me faisiez payer là les lards au chocolat chipés dans le buffet de la cuisine alors que maman m'avait dit et répété de ne pas y toucher. Malgré ma peur panique de ce qu'allaient penser et dire mes père et mère, il ne m'a pas effleuré l'esprit que le meilleur moyen d'échapper à la sanction était de ne pas révéler la faute et qu'il me suffisait, pour éviter de me faire remonter le slip, de taire cette première approche physiologique de la différenciation sexuelle. J'avais parfaitement intégré que le mensonge par omission est un péché aussi salissant pour l'âme que celui par action et je ne souhaitais pas ajouter une tache de plus sur la blancheur de la mienne...

3 Ah, si ce « *pas sérieux* » avait pu être du même ordre que celui évoqué par Rimbaud...

Je vous ai également pardonné de n'avoir rien fait, malgré mes suppliques, pour que la douce blonde squattant mes pensées fasse le premier pas, même si cela ne se faisait pas, car je n'osais pas rechercher la manière de la voir, de lui plaire, l'approcher, lui parler et ne pas la brusquer, lui dire des mots d'amour sans savoir en retour si elle m'aimera. Et lorsque j'ai vu l'objet de mes sentiments flirter avec un autre, j'ai considéré que vous m'auriez épargné cette douleur si j'avais pu empêcher mes yeux de s'attarder sur la couverture de Play-Boy chez le marchand de journaux.

J'ai même accepté qu'en dépit de mes adjurations, l'Ethiopie crève de faim et Mémé de son cancer. Dans ces cas-là, j'ai certes éprouvé quelque difficulté à comprendre ce que je pouvais avoir fait de si grave pour ne pas mériter votre intervention mais j'ai conclu qu'il vous était impossible de satisfaire tout le monde et que je devais arrêter d'être égoïste, sans quoi je m'exposais à de nouvelles désillusions. En fin de compte, je dois avoir été un bien mauvais chrétien car j'échoue à trouver dans mes souvenirs la moindre suite positive donnée à une de mes sollicitations, fusse-t-elle totalement altruiste voire purement philosophique (« *Aidez-moi à accepter vos choix, aussi incompréhensibles soient-ils.* »).

Aujourd'hui, j'ai tourné cette page. Le grand garçon que je suis tardivement devenu a pris le temps de réfléchir, de s'instruire, d'analyser la doctrine que l'on avait bourrée dans le mou de son crâne d'enfant puis a choisi en toute conscience sa propre voie, loin de celle que vous balisiez. Je précise à toute fin utile que cette rupture de contrat est sans lien avec l'ouverture à la concurrence que connaît aujourd'hui, mondialisation oblige, le marché de l'âme. Ni les campagnes de promotion agressive de l'Arabe du coin, ni le caractère artisanal voire familial du petit commerce juif ne m'ont séduit. Chez eux comme chez vous, les filières d'accès à la rédemption manquent de sérieux et nombre des conditions générales de vente me sont inacceptables. J'ai préféré opter pour l'autoproduction et l'autogestion bien que cette autarcie spirituelle s'avère *in fine* moins confortable qu'un fonctionnement sous licence catholique, protestante, islamique, juive ou autre. Mais, au moins, je suis mon propre patron.

Tout ça pour que vous sachiez que la démarche motivant ce courrier n'a rien à voir avec celles qui ont marqué ma jeunesse cul-bénite. Cette fois, je ne vous demande rien ; je veux simplement vous mettre le nez au-dessus de (sinon dans) votre caca divin en espérant que tout le bien dit de vous ne relève pas de la légende et que cette confrontation au merdier que devient votre création vous fouettera l'orgueil et vous rappellera à vos devoirs.

Je vais être direct : la légèreté dont vous témoignez est indigne, dans l'absolu et plus encore au regard de votre statut.

C'est trop facile de prendre une semaine sur votre éternité pour créer le monde, le peupler d'individus « *à votre image et à votre ressemblance* », « *trouver que cela était bon* »<sup>4</sup> et puis basta, passer à autre chose. *Sorry, God*, ce n'est pas comme cela que ça marche ! C'est le B.A.-BA de l'éducation, l'antienne que l'on répète aux minots ayant

4 La Genèse



supplié pour avoir un chien, un chat, un lapin nain, un hamster, un raton-laveur, un poisson rouge ou un Tamagotchi : « *Tu l'as voulu, tu t'en occupes !* ». Si vous ne souhaitez pas être recalé à votre propre jugement dernier, vous feriez bien d'intégrer ce précepte. Vous avez voulu la Terre, l'herbe verte, les arbres fruitiers, l'eau, les oiseaux, les grands poissons, les bêtes sauvages et les animaux domestiques, l'homme mâle et femelle, eh bien, vous devez vous en occuper ! C'est un sacré boulot mais il fallait y penser avant ; maintenant, vous n'avez qu'une chose à faire : assumer. Et vite. Car sans vouloir noircir exagérément votre situation, Dieu ou pas Dieu, les charges d'ores et déjà susceptibles d'être retenues contre vous sont plus que suffisantes pour vous envoyer griller en enfer sans passer par la case purgatoire.

Sur le plan éthique – le cœur de votre business... –, il est inconcevable de mettre en chantier un complexe 5 étoiles tel que la Terre pour ensuite s'en désintéresser totalement. Passe encore que vous négligiez le foncier mais vous ne pouvez pas abandonner à leur sort les pauvres bougres que vous y avez lâchés, ces hommes et femmes « *à votre image et à votre ressemblance* » balancés dans le grand cycle de la vie sans mode d'emploi. Cela relève de la non-assistance à personnes en danger. L'avocat du diable se plaira en outre à constater que les principales victimes de votre laisser-aller sont noires, jaunes ou cuivrées, les blancs jouissant d'un statut étrangement privilégié. De là à vous accuser de racisme...

Vous aviez été particulièrement inspiré en mettant votre fils à la tête du syndic et en lui demandant de rédiger le règlement d'ordre intérieur. Il était bien, ce Jésus : intègre, désintéressé, soucieux du sort des moins favorisés, indifférent aux pressions et aux « *qu'en dira-t-on* ». Un chic type, vraiment, parfait pour le job. Mais après qu'il lui soit arrivé malheur, vous semblez avoir jeté l'éponge et laissé votre création partir à vau-l'eau...

Vous choisissez votre personnel comme vous l'entendez mais, franchement, à quelques rares exceptions près, les papes, cardinaux, évêques, curés et consorts auxquels vous avez confié la conduite de vos affaires ne sont pas à la hauteur. Votre fiston doit se taper la tête contre les nuages quand il voit certains comportements et entend certains discours. A quoi servait-il qu'il sacrifie sa vie à la cause si c'est pour voir l'entreprise familiale aux mains de ceux qu'ils combattaient et le patrimoine commun périlcliter dans un fatalisme apathique ?

Mon propos peut vous paraître brutal mais il est à l'image de votre indifférence. A force d'être loué, encensé et glorifié, vous semblez vous être perdu dans la contemplation satisfaite de votre nombril et la jouissance de la déférence servile dont vous êtes l'objet ; si vous êtes bien ce que d'aucuns prétendent, il est temps d'assumer vos responsabilités, bordel de vous ! La Terre, l'herbe verte, les arbres fruitiers, l'eau, les oiseaux, les grands poissons, les bêtes sauvages et les animaux domestiques, l'homme mâle et femelle et *tutti quanti* en ont plus que besoin.

Sans rancune ni illusion.

*PS : Le contenu de ce courrier n'engage que son signataire ! ●*





## LETTRE À MICHEL ROCARD

• Chronique du 14 février 2013

Cher Monsieur Rocard,

Vous comptez au nombre infinitésimal des personnalités à l'égard desquelles j'ai toujours éprouvé un profond respect. Par-delà vos positionnements idéologiques, il émanait en effet de vous une rigueur et une intégrité suscitant mon adhésion. Même vos cravates mal nouées, vos yeux pochés semblant habités par une éternelle perplexité, votre profil de corbeau et votre logorrhée absconse tant de fois moquée renforçaient chez moi votre stature de politique sérieux et sincère, indifférent à son image et aux stratégies de séduction médiatico-populistes, hermétique aux combines en tous genres qui vicient les coulisses du pouvoir. Votre antagonisme quasi viscéral avec un Tonton chéri des foules mais dont j'échouais pour ma part à admirer un « Ici et maintenant » contredit par de trop nombreux ailleurs et avants achevait de renforcer mon admiration envers votre personne.

Vous l'aurez peut-être noté, ce panégyrique se décline au passé. C'est que, depuis une bonne décennie, vous me semblez malheureusement avoir quitté le chemin qui vous avait amené si haut dans mon estime.

Votre déchéance commença un soir de mars 2001 quand, tel un vulgaire camelot prêt à tout et n'importe quoi pour fourguer sa marchandise, vous vous abaissâtes à aller faire la promotion de votre dernière ouvrage<sup>3</sup> dans une émission d'*entertainment*<sup>4</sup>.

Vous, homme d'honneur qui fut un des premiers à dénoncer dès la fin des années 50 l'iniqité de l'Algérie française, vous, ancien premier ministre qui avez la fierté d'avoir instauré le RMI (Revenu Minimal d'Insertion) et la CSG (Contribution Sociale Généralisée), vous retrouvâtes ainsi confronté à l'interview « Alerte rose » d'un animateur ayant fait de la provocation son fond de commerce *audimatique*. Je vous vis donc répondre, mi-interloqué mi-gêné, à des questions aussi fondamentales que « *Quel est votre lieu idéal pour faire l'amour ?* » — « *Vous préférez une femme qui baise bien mais qui est infidèle ou une femme qui baise mal et qui est fidèle ?* » — « *Vous préférez une femme qui couche avec un autre en pensant à vous ou une femme qui couche avec vous en pensant à un autre ?* » — « *Vous préféreriez que votre femme vous quitte pour un homme ou pour une autre femme ?* » - etc. jusqu'à l'apothéose finale, cette interrogation qui tarauda, taraude et taraudera sans doute encore des générations d'amants et de psychologues, « *Et sucer, c'est tromper ?* ».

3 « Entretien avec Judith Waintraub », Flammarion, 2000

4 « Tout le monde en parle », 31 mars 2001

Il m'est impossible de traduire en mots ce que votre visage exprima alors mais il me sembla que vous preniez soudain conscience de la profondeur du merdier dans lequel vous vous étiez fourvoyé. Vos traits reflétaient tout à la fois de l'incrédulité, de la détresse et de la solitude ; on ressentait quasi physiquement votre envie d'être ailleurs, loin de ce plateau TV, de cet interviewer sarcastique, de ce public mi-voyeur mi-rieur, de cet univers tellement étranger à ce qui vous fonde.

J'ai espéré que vous alliez vous lever et partir, mettant fin sans fracas mais avec dignité à ce guignol grotesque. Malheureusement, vous êtes resté. Vous êtes resté et vous avez dès lors perdu à mes yeux votre statut d'icône pour redevenir un politicien comme les autres, prêt à s'abaisser voire à se corrompre pour servir sa popularité. Vous, le protestant austère et presque trop sérieux, avez contre toute attente rejoint la caravane de la politique-spectacle avec ses hommes et ses femmes en campagne permanente se livrant, sourire obligatoire aux lèvres et esprit prêt aux bons mots, à un show sans saveur aux côtés d'une actrice porno publiant un guide de la séduction, un chanteur en tournée promo pour son CD « *best-of* » déjà disque de diamant en Tchéchénie, le médaillé d'or du 100 mètres culs-de-jatte des Jeux paralympiques, le créateur d'une gamme de plats cuisinés à base d'insectes distribués en grande surface, le premier bénéficiaire d'une greffe de testicules, j'en passe et des pires.

Ce soir-là, votre image avait volé en éclats mais votre aura politique était restée intacte. Vous demeuriez l'esprit brillant dont je ne partageais pas toutes les analyses et options mais appréciais la finesse, la pertinence et, souvent, l'audace. Mais sur ce point également, la déception me guettait au détour de l'admiration. Vous avez en effet multiplié ces dernières années les prises de position peu en phase avec les opinions que je vous attribuais, je me refuse à écrire « *à tort* ».

Il y eut d'abord ces attaques en règle contre les courants les plus à gauche du Parti socialiste français incarnés par Laurent Fabius et Arnaud Montebourg ainsi que cette diatribe envers ATTAC (Association pour la taxation des transactions citoyennes et l'action citoyenne) qualifiée de « *monument de bêtise économique et politique* ». Ces sorties semblaient traduire un ralliement sinon inconditionnel à tout le moins engagé au libéralisme. Et les arguments avancés plus tard pour défendre avec vigueur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, adhésion que vous estimiez être « *une vraie chance pour l'Europe* », vinrent confirmer cette hypothèse. Votre défense enflammée de la candidature turque<sup>5</sup> arguait en effet d'un pays constituant « *une économie de marché en plein essor* », « *une démocratie chrétienne à la mode musulmane, à la fois économiquement libérale et conservatrice sur le plan des mœurs* ».

Je dois vous avouer que les sentiments suscités par ces déclarations ont largement débordé les frontières de la déception pour atteindre celles de l'écœurement.

Libre à vous de rallier une doctrine économique à tout le moins en marge de votre

<sup>5</sup> « Oui à la Turquie », Hachette Littérature, septembre 2008

identité socialiste mais il est déplorable que ce ralliement et le soutien qui l'accompagne vous privent du regard critique et de la démarche humaniste qui guidèrent votre engagement politique. Car, non, il ne suffit pas de répondre à vos critères de bonne conduite économique pour devenir fréquentable et non-condamnables.

Qualifier l'Etat turc de « *démocratie* », c'est injurier les milliers de militants d'extrême-gauche et de la cause kurde mais aussi les dizaines de journalistes et intellectuels emprisonnés et torturés dans ce pays au seul motif de leurs opinions.

Je vous dispenserai de l'interminable liste des atteintes aux droits de l'Homme recensées par les organisations humanitaires. Je me bornerai à évoquer le cas de la sociologue Pinar Selek. Accusée de participation à un attentat perpétré à Istanbul en 1998 et dans lequel sept personnes perdirent la vie, cette universitaire féministe et antimilitariste, engagée dans la défense de minorités, a été condamnée le 24 janvier dernier à la prison à vie pour terrorisme. Une condamnation prononcée par le même Tribunal qui, dans le passé, l'avait acquittée à trois reprises des faits qui lui étaient reprochés, faits qu'un rapport officiel publié en 2000 avait par ailleurs classés au rayon des fantasmes terroristes en considérant que l'explosion meurtrière de 1998 n'était pas liée à un quelconque attentat mais... la conséquence d'une fuite de gaz !

« *Démocratie* », dites-vous, Monsieur Rocard ? « *Une vraie chance pour l'Europe* », vous en êtes bien certain ?

Ce regrettable faux-pas n'est malheureusement pas le seul imputable à votre approche economiciste.

Dans une interview publiée par « Le Monde » en date du 10 novembre 2012, interrogé sur l'exploitation des gaz de schiste, vous déclarez en effet : « *Avec les gaz de schiste, la France est bénie des dieux ! Sur ce sujet, étant très écolo, je me suis longtemps abstenu. Mais je n'ai rien lu qui soit complètement convaincant. On a un réflexe fantasmé un peu du même type que face aux OGM. Quand on sait que le gaz de Lacq était extrait par fracturation hydraulique sans dégâts sur place, on s'interroge. Pour l'Europe, la France serait au gaz de schiste ce que le Qatar est au pétrole. Peut-on s'en priver ? Je ne le crois pas.* »

Comme nombre de journaux<sup>6</sup> n'ont pas manqué de le relever dans les jours qui suivirent cette sortie, vous faites une erreur factuelle majeure en déclarant que le gaz de Lacq était extrait par fracturation hydraulique. « (...) *De fait, la fracturation hydraulique, qui consiste à briser les roches souterraines contenant le gaz en injectant sous très haute pression un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques, pour fissurer la roche, n'a jamais été utilisée à Lacq. Gisement de gaz naturel découvert dans les Pyrénées-Atlantiques en décembre 1951, Lacq n'a rien à voir avec les gaz non conventionnels, piégés dans la roche et nécessitant d'être libérés par l'envoi de liquides à très haute pression. Au contraire, le gaz de Lacq était si facile à libérer qu'il a été découvert pendant le forage d'un petit gisement de pétrole et qu'il aura fallu plus de*

<sup>6</sup> « Le Monde », « L'Expansion », « 20 minutes »...

*quatre jours pour maîtriser l'éruption. (...)»<sup>7</sup>. Mais ce n'est pas là l'essentiel. Pas plus d'ailleurs que l'ignorance que vous avez – ou feignez d'avoir... – des conséquences environnementales et sanitaires de ce gaz de Lacq, très riche en hydrogène sulfuré et donc particulièrement nocif. Au point que, même si un procédé de désulfurisation fut développé par la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, ancêtre d'Elf Aquitaine, «(...) selon les industriels d'aujourd'hui, les gisements de Lacq n'auraient jamais pu être exploités dans la France du XXI<sup>ème</sup> siècle, car leur exploitation aurait été jugée trop dangereuse»<sup>8</sup>. Votre analogie apparaît donc particulièrement maladroite mais, comme je l'ai déjà écrit, ce n'est pas là le plus important ni le plus choquant.*

Ce qui me peine au plus haut point, c'est de voir un homme de votre intelligence, sensible à l'enjeu écologique au point de vouloir «*écologiser la politique*»<sup>9</sup> et de se dire «*un peu scandalisé par l'absence de l'écologie dans la campagne (présidentielle française de 2011). La vie est menacée sur la planète et tout le monde s'en fout.*»<sup>10</sup>, déplorant en outre que le programme du PS «*n'a pas vraiment intégré l'urgence d'une écologisation de nos façons de vivre, l'urgence de ne pas mettre l'incendie dans la planète avec l'effet de serre*»<sup>11</sup>, c'est que cet homme-là succombe au mirage des fausses solutions et prône *de facto* la reconduction des erreurs qui nous ont conduits dans le cul-de-sac où nous nous trouvons.

Pensez-vous sérieusement, Monsieur Rocard, que le défi à relever consiste à faire de la France le Qatar de demain ? Ne comprenez-vous pas que, par-delà les dangers liés à l'exploitation de cette énergie, votre défense du gaz de schiste s'inscrit dans une volonté de perpétuation des modèles de production et de consommation actuels dont l'impasse n'est pas qu'énergétique, tant s'en faut ? Ignorez-vous vraiment, vous, Ambassadeur de France chargé des négociations internationales relatives aux pôles Arctique et Antarctique, que l'écosystème planétaire est au plus mal et exige un traitement de choc immédiat, non de pseudo-remèdes ?

Sans doute n'est-il pas facile à un esprit, aussi brillant soit-il, de faire abstraction du logiciel et des référents qui guidèrent sa réflexion pendant des décennies. Peut-être peinez-vous à abandonner le modèle économique sur lequel vous avez fondé l'intégralité de vos théories et votre action politique. Certainement le réformiste pragmatique que vous êtes échoue-t-il, plus ou moins inconsciemment, à intégrer et accepter des constats qui n'appellent plus à la réforme mais à la révolution.

Quelle que soit l'hypothèse qui prévaut, la meilleure chose que vous ayez aujourd'hui à faire est de profiter pleinement d'une retraite amplement méritée et d'éviter de nouvelles déclarations susceptibles d'entacher un bilan politique et humain qui ne le mérite pas.

Respectueusement, malgré tout. ●

---

7 « L'Expansion », 12 novembre 2012

8 « L'Expansion », 12 novembre 2012

9 « La Vie », 7 juillet 2011

10 « Europe 1 - Soir », 9 mars 2012

11 « Le Parisien », 9 mars 2012



## BÊTES DE SEEX (SYNDROME ÉOLIEN EXACÉRBE)

• Chronique du 28 février 2013

Nonobstant les adjurations récurrentes du corps médical me promettant une fin prématurée si je m'obstine à soumettre mes systèmes nerveux et cardiaque à des embrasements inconsidérés, je ne peux empêcher mon sang de monter dans les tours à la lecture des élucubrations diffusées par les « *défenseurs du patrimoine paysager de nos belles régions* » en lutte contre « *la sauvagerie de l'intrusion éolienne* »<sup>3</sup>, en d'autres termes et en clair, le lobby anti-éolien. La dernière sortie médiatique de leur grandiloquent porte-parole<sup>4</sup> constitua ainsi une quintessence de divagation poujadiste amenant mes sangs surchauffés à ébullition. Car si affirmer sans rire ni rougir que le tout frais sorti — et pour ce que j'en sais très mesuré — « Cadre de référence éolien » wallon « *ce n'est pas une avancée, c'est un désastre* » reste dans les limites de la mauvaise foi partisane, embrayer en assénant aux habitants des communes wallonnes peuplées d'éoliennes que « *leur vie, c'est fini* » et que « *leur maison ne vaut plus un kopek* », c'est exploiter les peurs des uns et prendre les autres pour des cons. Ce qui, dans les deux cas, explose les bornes de l'acceptable.

Bon, je me calme...

*A priori*, je n'éprouve aucune antipathie envers les « *défenseurs du patrimoine paysager* ». Je ressens même une certaine compréhension voire une réelle empathie pour les « terroristes » corses qui font sauter les résidences secondaires défigurant leur île et ses côtes au mépris de la loi littorale, des prescrits urbanistiques et du bien commun. C'est assez dire, me semble-t-il, mon ouverture d'esprit. Mais c'est peut-être précisément parce que celle-ci est large qu'elle se heurte à la vision étroite des extrémistes qui, en Wallonie et ailleurs, se lancent à l'attaque des moulins à vent. Des extrémistes dont les dérapages conduisent dans le fossé des combats parfois légitimes.

Les notions de « beau » et de « laid » échappant à toute tentative d'objectivation rationnelle, je ne polémiquerai pas sur l'injure au regard que constituent ou non des éoliennes plantées dans un paysage plus ou moins grandiose. Force m'est toutefois de constater que, dans la majorité des cas, les haut-le-cœur des opposants à ces projets répondent à des stimuli particulièrement restrictifs sinon exclusifs. Ils ne s'offusquent guère, par exemple, de voir les rues et places de leurs si jolis villages squattées par

<sup>3</sup> <http://www.ventderaison.com>

<sup>4</sup> Luc Rivet, dans « L'Expresso » sur La Première, RTBF Radio, 25/02/2013

des hordes de voitures, nuisances indispensables pour aller et venir vers les quatre façades qui minent l'horizon et outragent sa ruralité. Regrettez ce foisonnement automobile en parlant de densification du territoire ou de noyaux d'habitats et ils crieront au scandale, dénonçant une vision totalitaire, une atteinte intolérable à leurs liberté et droit d'habiter là où ils le veulent.

Cette attitude témoigne en fin de compte d'une certaine cohérence, d'une approche égocentrée où la lutte pour un « *paysage préservé* » avec des lignes de fuite sanctuarisées et des perspectives qu'aucun mât ne vient balafrer s'inscrit dans la défense d'un « *droit à...* » considéré comme bafoué. Autrement et plus simplement dit, on se trouve face à du *Nimby* pur et dur habillé d'un mauvais costume de Chevalier Blanc. Et c'est précisément là que le bât blesse. Que des riverains inquiets se mobilisent contre un projet dont ils maîtrisent mal les enjeux, c'est fréquent, humain et somme toute acceptable. Par contre, que ces mobilisations locales compréhensibles à défaut d'être fondées se voient récupérées par un lobby aux arguments fallacieux et visées incertaines est difficilement tolérable. Car la « Fédération des groupes d'opposition aux éoliennes en Région wallonne » ne recule devant aucun amalgame, aucune approximation, inexactitude ni outrance pour mobiliser ses troupes... sans qu'on sache à quelle véritable fin.

D'autres plus compétents que moi se sont attachés, s'appliquent et s'emploieront encore à démonter les contre-vérités techniques et pseudo-scientifiques avancées par les détracteurs de l'éolien. Je vous y renvoie donc et vais me concentrer ici sur quelques éléments de simple bon sens.

J'ai évoqué plus haut le caractère éminemment subjectif de « *l'atteinte aux paysages* ». Je n'y reviendrai pas sinon pour préciser que l'implantation d'éoliennes, comme de toute autre infrastructure, est soumise à des règles, avis et permis dont je me refuse à considérer (ma naïveté me perdra...) qu'ils sont sous la coupe des lobbies du vent.

Ne se contentant pas de découper le paysage, les éoliennes déchiquetteraient également un nombre indéfinissable mais forcément élevé d'innocents oiseaux hachés plus ou moins menus par leurs pales assassines. « *C'est même un massacre dans certains cas, surtout lorsque les turbines sont sur des couloirs de migration. (...) En Allemagne, les études scientifiques estiment à 1 million le nombre d'oiseaux tués chaque année par les éoliennes. La liste des oiseaux tués en Allemagne (ceux qu'on a retrouvés !) inclut à ce jour quelques 18 pygargues à queue blanche, 69 milans royaux, 24 busards des roseaux et St Martin, 56 buses variables, 5 hiboux grands-ducs ainsi que nombre d'autres rapaces.* »<sup>5</sup>

Loin de moi la volonté de nier cet enjeu mais, là encore, des règles existent pour sinon éviter à tout le moins minimiser le problème. Les études d'incidences préalables à la délivrance des permis prennent ces données en compte et mon optimisme coutumier me conduit à penser que les projets constituant une réelle menace pour l'avifaune sont

<sup>5</sup> <http://www.ventderaison.com>



recalés. Ceci étant précisé, on peut aussi relativiser – et pas rien qu'un peu – l'importance du phénomène. Une étude américaine<sup>6</sup> sur les causes de décès accidentels des oiseaux a en effet établi que les éoliennes étaient responsables dans 0,3 cas sur... 10.000 ! Loin devant sur l'échelle des responsabilités, on trouve les immeubles et vitres (5.820/10.000), les lignes à haute tension (1.370), les chats (1.070), les véhicules automobiles (850), les pesticides (710) ou encore les tours de communications (50). Edifiant à un plus d'un titre, non ?

Il paraîtrait par ailleurs que les éoliennes sont sources de « *pollution sonore, infra-sonore (par les basses fréquences) stroboscopique et visuelle (...) qui engendre les maladies environnementales dont les symptômes sont désormais bien connus : gênes visuels, bourdonnements, insomnies, irritabilité, maladies dégénératives ou auto-immunes, allergies, syndrome de fatigue chronique...* »<sup>7</sup>

Désireux de faire triompher la vérité, je me suis rendu sur le terrain pour expérimenter de mes propres oreilles – que j'ai particulièrement sensibles – les effets auditifs de ces engins honnis. Résultat des investigations : sur l'un des sites, le bruit de l'autoroute proche couvrait toute autre nuisance auditive potentielle ; dans l'autre lieu visité, il me fallut tendre l'oreille pour (sembler) distinguer le son des moulins qui se fondait dans celui du vent. Bref, rien de tant soit peu dérangeant... Mais il est vrai que le caractère insupportable des choses relève d'une appréciation spécifique à chacun(e).

Ainsi, en ce qui me concerne, je partage ma couche avec un être aimé que le piaillage des oiseaux au lever du jour irrite et exaspère. En conséquence de quoi, d'avril à fin septembre, aux premières lueurs de l'aube, je suis sorti de mon fragile sommeil par un matelas qui tressaute puis une fenêtre qui claque. Après avoir renoncé à militer pour l'éradication des piafs dans un rayon de 200 mètres autour des habitations, j'hésite toujours sur quelle alternative mettre en œuvre pour préserver mon repos, la séparation de corps ou la 22 long rifle (le recours au dit engin étant envisagé, je le précise à toutes fins utiles, pour inciter les bruyants volatiles à aller chanter ailleurs)...

Afin de bien comprendre de quoi on cause et le caractère pour le moins relatif des potentielles nuisances, il importe de savoir que le nouveau « Cadre de référence éolien » impose une norme de bruit maximale de 45 décibels à l'extérieur des maisons les plus proches ce qui, sur les échelles de bruit, correspond au niveau enregistré à l'intérieur d'une habitation calme. Autant dire que ces 45 décibels virent à l'inaudible une fois le seuil franchi. A titre de comparaison, le volume sonore dans une pièce fermée située le long d'une voirie à trafic moyen se situe entre 65 et 70 décibels. Le dossier bruit sera clôturé après avoir relevé le caractère aussi paradoxal qu'inconsistant de déclarations dénonçant dans un même élan le caractère intermittent du fonctionnement des éoliennes – « *5 à 6 jours par mois* » – et les méfaits d'une « *exposition chronique* » au bruit qu'elles généreraient...

6 « A Summary and Comparison of Bird Mortality from Anthropogenic Causes with an Emphasis on Collisions » ; Wallace P. Erickson, Gregory D. Johnson and David P. Young Jr ; USDA Forest Service Gen. Tech. Rep. PSW-GTR-191. (2005)

7 <http://www.ventderaison.com>

Quant à l'effet stroboscopique, ce sont sans doute ses victimes qui en parle le mieux : « *Nous citons une enseignante anglaise, Gail Mair, établie à Murci en Toscane, à côté d'une centrale éolienne de la firme GAMESA : « L'effet « disco » stroboscopique de l'éolienne n°2 fait passer l'ombre portée dans notre living de 19h à 19h20, tous les soirs. A ce moment, il est impossible de rester dans la pièce ou de ce côté de la maison. C'est proprement insupportable. Ajouter au bruit, c'est l'enfer. »*<sup>8</sup> *No comment*, c'est charitable.

Je pourrais continuer le démontage des incongruités nourrissant l'argumentaire des anti-éoliens mais je sortirais du cadre de cette chronique pour tomber dans le format livre tant elles abondent et appellent parfois des démonstrations autrement plus fouillées que celles auxquelles je me suis livré jusqu'à présent. Je me bornerai donc à mettre encore en exergue une « perle » pêchée dans la brochure « *Eolien – Rumeurs et Contre-vérités – La Région wallonne se trompe et vous trompe* » éditée par la Fédération des groupes d'opposition aux éoliennes en Région wallonne, « *Vent de Raison* » pour les intimes. On y trouve en vitrine quelques personnalités hostiles à l'énergie éolienne censées asseoir la légitimité de cette opposition. Parmi ces figures emblématiques, l'ancien Président de la République française Valéry Giscard d'Estaing qui dénonce « *il ne s'agit pas d'énergie renouvelable mais d'énergie subventionnée* » et demande « *que les Français soient vraiment consultés sur leur implantation dans le paysage français, par exemple par l'organisation de référendums locaux* ». Selon l'humeur, on s'amusera, s'étonnera ou s'offusquera de ces propos venant de l'un des principaux acteurs du développement d'une l'industrie nucléaire française financée par des milliards d'investissements publics sans que jamais les citoyens ne soient consultés sur une stratégie politico-industrielle engageant lourdement la sécurité de leur pays pour plusieurs dizaines de générations... Mais il est vrai qu'en se dressant vent debout contre l'éolien, Giscard s'inscrit pleinement dans sa logique atomique. Une logique qu'il partage avec « *Vent de Raison* ». Dans cette même brochure, l'association affirme en effet : « *Pour satisfaire la demande et rester compétitive, la production d'électricité doit être industrielle. Le bricolage résultant du slogan non justifié du « bouquet énergétique » (il nous faut un peu de tout) conduit à une dispersion fort peu rentable des investissements. (...) Vent de Raison estime que l'Europe occidentale ne sortira pas du nucléaire actuel tant qu'une autre source de production énergétique équivalente ne sera pas opérationnelle. Il faudra encore au moins 30 ans pour y arriver. La soudure doit être assurée. Le maintien du nucléaire est clairement confirmé par tous les partis traditionnels en Belgique. Les centrales nucléaires de 5ème et 6ème générations sont en cours de développement.* » Voilà qui a (enfin) le mérite de la clarté : par-delà l'éolien, c'est toutes les énergies alternatives qui sont mises en cause et la préservation des paysages, de la santé, de la biodiversité, etc. apparaissent comme autant de prétextes servant *in fine* la cause du nucléaire. Chacun(e) en tirera les conclusions qu'il(elle) voudra.

Tout ceci étant écrit, je critique, je critique mais je m'en voudrais de finir sans saluer l'approche intégrée et la conviction qui anime les promoteurs de « *Vent de Raison* ».

<sup>8</sup> « *Eolien – Rumeurs et Contre-vérités – La Région wallonne se trompe et vous trompe* » brochure éditée par « *Vent de raison* », la Fédération des groupes d'opposition aux éoliennes en Région wallonne

Je m'explique.

Dans une lettre à l'Administrateur général de la RTBF en date du 16 novembre 2011 dont une copie est publiée sur le site de l'association, le « coordinateur général » de celle-ci liste les raisons de s'opposer au développement de l'éolien ainsi que les mesures réellement efficaces à mettre en œuvre pour lutter contre les émissions de CO<sub>2</sub>, dont « *limiter les voitures neuves aux seules électriques* ». Une option pour le moins radicale mais en laquelle le « porte-parole » semble croire au point de s'investir dans une société ayant pour objet « *regeneration of traction batteries (electric vehicles) and large stationary batteries* »<sup>9</sup>. Sachant qu'une telle mesure ne saurait s'accommoder de la réduction drastique de la demande d'électricité intrinsèquement liée au développement des renouvelables et à la fin du nucléaire, la boucle semble bouclée...

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, restez vigilants car comme le dit le proverbe : « *Quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent.* » ●

---

<sup>9</sup> Source : Profil « linkedin » de l'intéressé.





## EXCLUSIF ! LES ÉOLIENNES PERTURBENT L'ACTIVITÉ CÉRÉBRALE

• Chronique du 14 mars 2013

« Je préfère une centrale nucléaire à des éoliennes et je la veux bien dans mon jardin ! » La sentence, extraite des nombreux messages enflammés reçus suite à ma précédente chronique – « Bêtes de sexx (Syndrome éolien exacerbé) » – témoigne de l'irrationalité dans laquelle a sombré le débat sur l'énergie éolienne. Bien sûr, c'est le genre de déclaration entre con-con et cul-cul qui ne mange pas de pain et n'engage pas à grand-chose – j'aimerais voir la tronche de son auteur à l'annonce de l'implantation d'un réacteur et de ses appendices dans son champ de vision ! – mais elle s'avère révélatrice du sentiment dominant bel et bien aujourd'hui au sein de la population : beaucoup tolèrent mieux les dangers avérés du nucléaire que les nuisances fantasmées de l'éolien. Une mobilisation locale contre un projet de moulins à vent réunit ainsi plus de monde qu'une manifestation internationale pour la fin d'une énergie atomique hypothéquant la sécurité de millions de personnes et de plusieurs générations futures. Et, sur un site d'information, le raout anti-nucléaire est qualifié d'« énervant » par près de deux tiers des lecteurs tandis que des centaines de posts fustigent le cadre éolien wallon, « *les communistes verts* », « *les fossoyeurs de la Wallonie* », « *les dogmatiques intégristes et incompétents* » qui « *sacrifient les paysages et la santé des riverains* », « *méprisent les citoyens* », « *dilapident l'argent public* » au « *profit d'entreprises mêmes pas belges* »... Le contenu de ces contributions amènerait d'ailleurs à penser que, effectivement, la proximité voire même la simple évocation des éoliennes perturbe gravement l'activité cérébrale !

Par-delà la polémique, il est fascinant – mais aussi inquiétant – d'observer la dualité de ces positions, de découvrir combien ceux-là même qui dénoncent des choix dogmatiques regardent et analysent les choses avec des œillères tellement étroites qu'elles les aveuglent et les conduisent droit dans le mur du discrédit.

Je ne reviendrai pas sur le caractère éminemment subjectif de la beauté d'un paysage avec ou sans éolienne ni sur les mythe et réalité des nuisances sonores générées par le vent dans les pales. Il m'apparaît par contre utile de m'arrêter sur quelques arguments qui, à côté de ces éléments éculés, viennent compléter le réquisitoire des anti-éoliens. Arguments au premier rang desquels apparaît le toujours efficace enjeu financier décliné sur l'air de « *ça coûte cher et c'est vous qui payez* ». Ce qui n'est pas faux... mais nécessite d'être précisé.

Le développement et la mise en œuvre d'une nouvelle technologie à toujours un prix. Ainsi, le système des certificats verts créé pour soutenir le démarrage des énergies renouve-

lables – et qui doit donc être limité dans le temps – grève effectivement la facture des consommateurs mais ceux-ci ont de même financé lourdement le nucléaire, non seulement à travers leurs factures mais également via des financements publics plus que généreux : entre 1977 et 1999, 70% des aides à la Recherche et au Développement en matière d'énergie furent investis dans les filières nucléaires contre 5% pour l'ensemble des énergies renouvelables. Il convient par ailleurs de signaler combien les montants aujourd'hui en jeu à travers les certificats verts apparaissent plus que dérisoires en comparaison de ceux qui devraient être mobilisés pour la construction d'une nouvelle centrale – car, on a tendance à trop souvent l'oublier, les unités de production actuelles arrivent en fin de vie.

De manière plus inattendue, les « nouveaux » discours anti-éoliens dénoncent la présence de terres rares dans les éoliennes et, après s'être inquiétés de l'impact sur la santé des riverains, s'insurgent contre les *« conditions sociales et environnementales inacceptables dans lesquelles celles-ci sont extraites dans les pays du Sud »*.

Impossible, évidemment, de ne pas souscrire à cet élan de solidarité vis-à-vis de populations exploitées là-bas pour que nous en tirions profit ici. Dommage toutefois que cette indignation se manifeste exclusivement dans un contexte où elle sert davantage la cause de ceux qui l'expriment que les intérêts des victimes qu'elle prétend défendre. Car, oui, les aimants présents dans les éoliennes utilisent des terres rares – et c'est (notamment) en raison de cette rareté que l'éolien est considéré non comme la panacée mais comme un constituant parmi beaucoup d'autres du mix énergétique de demain. Et, oui encore, l'exploitation de ces terres rares – qui sert bien d'autres productions : industrie du verre, piles rechargeables, pots catalytiques, batteries des véhicules électriques, téléviseurs LED, etc. – mérite d'être condamnée tant elle s'opère au mépris de l'environnement et, plus encore, de la santé des travailleurs exposés à des cancers du poumon, du pancréas ou du sang. Mais il y a des mais.

D'une part, le constat et la dénonciation devraient également valoir pour les éoliennes off-shore que nos Don Quichotte exonèrent pourtant de cette tare ...comme de bien d'autres. D'autre part, il serait cohérent qu'une même compassion s'exprime envers les mineurs en charge d'extraire l'uranium destiné aux centrales nucléaires. La santé de ceux-là ne vaut en effet pas moins que celle des autres.

Aussi longtemps qu'elle restera focalisée sur l'objet unique de leurs gémonies, la préoccupation humaniste des anti-éoliens ne sera qu'un cache-sexe moral ne dissimulant rien de leurs intérêts égocentriques.

De même, je ne sais trop comment réagir face à la revendication, plusieurs fois exprimée sur les forums et dans les messages reçus, de *« l'application à l'éolien du sacro-saint principe de précaution dont les écolos ont plein la bouche »*. Si je peux entendre la demande, j'échoue à la comprendre lorsque, dans le même temps, ses porteurs dénoncent le développement éolien comme la *« conséquence de l'obsession malade et philosophique de certains de sortir du nucléaire »* et estiment que *« le nucléaire a fait ses preuves, c'est de l'énergie propre, abondante et pas chère dont il est stupide de vouloir se passer »*.

*Allô... ? Non mais allô, quoi...! Allô ? Allô... ? Vous me recevez... ??*

Désolé, Messieurs-Dames, de vous ramener brutalement dans le monde réel mais si une éolienne peut tout au plus s'avérer gênante, une centrale nucléaire, voyez-vous, ça peut faire « *Boum !* », exploser, ou tout simplement fuiter, laisser filtrer quelque liquide ou gaz radioactif. Ra-dio-ac-tif, cela aussi justifierait pleinement l'application du principe de précaution, non ? Les conséquences potentielles d'un accident seraient en effet autrement dramatiques que les « *vertiges, maux de tête, anxiété, nervosité, palpitations, trouble du sommeil, dépression* » censés caractériser le syndrome éolien. Autant de maux, qui, soit dit en passant, paraissent tout aussi imputables à la crainte et au rejet de l'engin qu'à sa présence...

La grande chance du nucléaire, c'est que, hormis pour les victimes directes d'une catastrophe, il mutile et tue proprement, à petit feu. Les milliers de personnes malades ou mortes de cancers suite aux catastrophes de Tchernobyl et Fukushima n'offriront jamais l'image de leurs cadavres comme repoussoir de la technologie qui les a tués... Ce qui permet à certains de faire comme si elles n'existaient pas et de proposer sans honte l'atome comme alternative aux énergies renouvelables, éolienne ou autres.

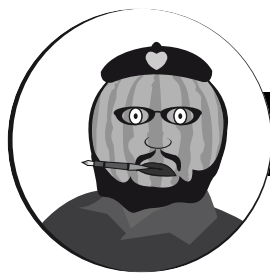
Mais le plus édifiant réside dans le cynisme *nymbiste* et assumé par lequel certains justifient leur opposition, reconnaissant « *je n'ai rien contre les éoliennes, mais pas dans mon jardin* » ou, summum de l'égoïsme, fustigeant un contributeur « (...) « *je préfère voir une éolienne derrière chez moi qu'une centrale nucléaire* » : *égoïsme typique d'un écolo, ce qu'en pensent ses voisins, il s'en fout !* »

Je sais que les échéances électorales approchent et qu'il importe plus que jamais d'être « *à l'écoute de l'électeur* » mais que des politiques relaient quasi unanimement ce combat d'arrière-garde me sidère. Pareille frilosité, pour ne pas écrire lâcheté, sur un enjeu somme toute mineur au regard des changements radicaux à opérer pour construire une société équitable et durable n'augure pas vraiment de lendemains qui chantent... Il ne manquerait plus que le syndrome de Francorchamps ne frappe les ministres et mandataires écologiques – « *Nous n'avons pas compris combien le sujet était sensible pour la population...* » – et ne les amène à revoir leur position !

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, restez vigilants car, comme le dit le proverbe, « *Quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent* ». ●







## INSOLATION POPULAIRE

• Chronique du 28 mars 2013

On savait que la question énergétique constituerait un enjeu géo-économico-stratégique majeur du siècle en cours. On s'attendait à voir des conflits éclater aux confins du Caucase, sur les rives du Golfe persique voire aux tréfonds de l'Arctique mais nul n'imaginait qu'un front puisse s'ouvrir au confluent de la Sambre et de la Meuse. Et pourtant... Depuis plusieurs semaines, le Grognon, berceau de la classe politique wallonne, est le théâtre d'affrontements violents autour de l'énergie. Après de premières échauffourées sur le développement de l'éolien, le coût du photovoltaïque a déclenché un embrasement qui s'étend aujourd'hui à l'ensemble de la Région. Derrière un état-major MR en état d'ébullition avancé, de Mouscron à Verviers et d'Arlon à Wavre, des contingents de citoyens révoltés se lèvent pour affronter l'ennemi gouvernemental dont la félonie menace la valeur de leurs certificats verts.

Il est des indignations dont je peine à comprendre la légitimité et celle qui s'exprime aujourd'hui suite à la réforme du soutien au photovoltaïque wallon fait partie du lot. Elle en constitue même un spécimen particulièrement remarquable. A voir les uns s'étrangler de colère et entendre les autres rugir leur rage, on se croirait en effet face à une de ses révoltes essentielles qui marquent la marche du monde, quelque chose entre l'appel de l'Abbé Pierre lors de l'hiver 54 et les éruptions du printemps arabe, le député Borsus reprenant le rôle du fondateur d'Emmaüs et les investisseurs auto-décrétés floués celui des peuples révoltés de Tunisie ou d'Egypte (ce parallèle exige une imagination décomplexée, je le concède). Or, après examen, ré-examen et ré-ré-examen des motifs de l'émoi, j'échoue toujours à lui trouver un fondement légitime et un sens acceptable (et vice-versa).

Je laisse aux juristes le soin de se prononcer sur la légalité ou non des mesures arrêtées mais sur le fond et le principe, celles-ci m'apparaissent bien plus louables que condamnables. Car l'important n'est pas – plus – de savoir si le gouvernement wallon aurait pu ou du agir plus tôt ; ce qui importe désormais c'est la nature de son action. Et j'ai beau analyser celle-ci en activant mon esprit le plus critique, je n'y décèle rien qui s'apparente à « *un casse* » ou une « *spoliation* » susceptible de justifier « *un mouvement de panique* » de quelconques « *victimes* ». Quant au rapprochement que certains osent<sup>3</sup> entre Chypre (où « *le gouvernement a voulu renflouer ses caisses en se saisissant directement sur les comptes courants et épargne des gens* ») et la Wallonie

3 in L'Avenir du mercredi 20 mars 2013

(« *Ici, il se tourne vers des particuliers qui ont investi* »), il serait risible s'il n'était pas nauséabond.

Sauf erreur ou incompréhension, le nouveau système garantira encore et toujours aux particuliers possesseurs de panneaux photovoltaïques l'amortissement de leur installation. Par ailleurs, au-delà de cette période d'amortissement, ils continueront à bénéficier d'une production d'électricité gratuite, du « compteur qui tourne à l'envers » pour le volume non consommé et même d'une rentabilité « *non spéculative* ». Pas vraiment de quoi se plaindre, à moins de considérer qu'il était admissible qu'une minorité de ménages (souvent socialement favorisés) continue à bénéficier d'une rente surévaluée sur le dos de la collectivité. En ce qui me concerne, je suis plutôt enclin à penser que c'est dans cet enrichissement subventionné que résidait le véritable scandale. Et lorsqu'une erreur a été commise, il me semble pour le moins logique de la rectifier, fut-ce à titre rétroactif et au risque de déplaire à ceux qui en ont abusivement – à comprendre « *de manière excessive* » – tiré avantage.

Toute cette histoire résulte in fine d'un détournement d'intention, de la transformation d'un « *geste bon pour la planète* » en une « *démarche bonne pour le portefeuille* ». Car de mécanisme de soutien au développement de l'énergie renouvelable, les certificats verts sont devenus un dividende de placement à haut rendement garanti.

Ne refusons pas la réalité : les ménages ayant succombé au charme du photovoltaïque visaient majoritairement moins à réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> que leur facture d'électricité ; il ne s'agissait pas de privilégier une électricité verte plutôt que grise mais bien de profiter d'un système permettant tout à la fois de diminuer ses dépenses (via l'autoproduction) et d'augmenter ses rentrées (grâce aux certificats verts). C'est d'ailleurs bien ce que les installateurs ont vendu à grand renfort de publicités vantant ce *win-for-life* énergétique. Lors de la présentation de son plan Solwatt à l'origine de l'emballlement du photovoltaïque, le Ministre Antoine lui-même se réjouissait de ce que « *le courant photovoltaïque PRODUIT sera rétribué à plus de vingt fois le prix d'achat de l'électricité grise !* ». Cet enthousiasme pour le moins surréaliste dit tout de la stratégie mise en œuvre pour promotionner ces fameux panneaux.

Beaucoup, trop, ont flairé le bon filon, un investissement *win-win-win*, sans s'inquiéter de qui serait le loser de l'histoire, qui allait payer pour permettre cette manne financière. Les pouvoirs publics ? Les autres consommateurs ? Peu importait d'où venait l'argent pour autant qu'il afflue...

Il serait mal venu de reprocher à quiconque d'avoir profité de l'aubaine mais il m'apparaît tout aussi déplacé de se plaindre aujourd'hui d'un retour à plus de sagesse et d'équité, de condamner la diminution (et non pas l'arrêt !) du débit de la source approvisionnant le compte en banque des bénéficiaires. Le refrain démagogico-poujadiste sur « *la confiance trompée* » ou « *la mise en difficulté financière des ménages qui ont investi* » sonne faux et ne parvient pas à couvrir le chœur des amers pleurant la perte du jack-pot.

Sans doute est-il utile de rappeler que les certificats verts font l'objet d'un marché ouvert, soumis au mécanisme de l'offre et de la demande, que le succès du photovoltaïque avec son afflux de certificats a totalement déséquilibré. En conséquence de quoi les producteurs solaires profitèrent du garde-fou mis en place par les pouvoirs publics, à savoir un achat assuré au cours minimum de 65 euros. La récente réforme a ramené cette valeur garantie à 40 euros pour les certificats obtenus après la période d'amortissement de l'installation. Libre à ceux que cette nouvelle règle du jeu exaspère de garder leurs certificats – valables cinq ans – dans l'attente et l'espoir d'un « *sursaut du marché* ». Après tout, avant le gonflement de la bulle photovoltaïque, celui-ci et ses cours bien supérieurs aux 65 euros avait généré des bénéfices conséquents. N'apprend-t-on pas dès l'enfance qu'il est utopique de vouloir à la fois le beurre, l'argent du beurre et les faveurs de la crémillère ?

Peu importe, en ce qui me concerne, la couleur politique de celui ou celle qui a fait ceci ou dit cela ; seule la nature de l'action ou du propos détermine sa valeur. Pour être plus clair encore, que le ministre porteur de la réforme en cause soit vert Ecolo et ses détracteurs bleus MR m'indiffère totalement. Les gesticulations de ces derniers surfant sur la vague du mécontentement pour séduire les électeurs m'affligent par contre au plus haut point. Je suis parfaitement conscient que les rôles sont interchangeable et qu'en d'autres temps, sur d'autres dossiers, les uns prendront la place des autres mais cela ne rend pas la pilule moins amère, au contraire.

En fédérant les anti-éoliens puis les révoltés du photovoltaïque, les réformateurs s'assurent des suffrages faciles, motivés par la colère et le rejet, mais à quel prix et au service de quelle vision politique ? Les attaques portées déconsidèrent davantage encore une chose et un personnel politiques dont la cote est déjà au plus bas. Par ailleurs, le message asséné sans relâche proclamant que « *les énergies renouvelables coûtent cher* » et qu'« *il faut arrêter de vouloir être le bon élève de la classe environnementale car cela a un prix ; il faut juste faire ce que l'Europe nous impose en la matière et nous concentrer sur les vraies priorités des Wallons* » entretient le déni des changements indispensables auxquels nous sommes et serons de plus en plus urgemment confrontés. En occultant l'importance mais aussi les bénéfices de ces changements, on contribue à les rendre inacceptables par la population alors qu'aujourd'hui ou demain, de gré ou de force, il faudra bien les mettre en œuvre. On s'enferme dans un modèle que l'on sait condamné avec la volonté de récolter ses derniers fruits et l'espoir de ne plus être là lorsqu'il s'effondrera. La stratégie peut être suicidaire à terme, seuls comptent ses résultats immédiats...

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, restez vigilants car, comme le dit le proverbe : « *Quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent.* » ●





## LE VIAGRA DE MONTEBOURG

• Chronique du 18 avril 2013

Vibronnesque et tonitruant ministre en charge du « *redressement productif* » au sein de l'Hexagone, Arnaud Montebourg de la Gôche du Péesse identifiait l'autre matin sur France Inter<sup>3</sup> trois filières pouvant redonner de la vigueur à une industrie française qui bande mou : le nucléaire, l'automobile et l'aéronautique. On trouve là, martelait-il, l'expertise et l'excellence qui ouvriront grandes les portes des marchés émergents et de la création d'emplois. L'éternel hiatus du politique jouant les solutions immédiates contre une vision à long terme s'imposait ainsi une fois de plus dans sa consternante évidence. Car qui peut raisonnablement penser que le nucléaire, l'automobile et l'aéronautique constituent des secteurs d'avenir ? Tous trois portent des tares endogènes qui les condamnent à moyen terme ; miser sur eux, c'est se condamner à la banqueroute. Mais peu importe, semble-t-il, que la voie soit sans issue pour autant qu'elle permette de faire suffisamment illusion avant que la réalité ne heurte le fond du cul-de-sac.

Avec le nucléaire, l'automobile et l'aéronautique, le ministre peut tout au plus espérer un effet Viagra qui redressera momentanément la production mais ne soignera nullement son impuissance chronique. Une fois l'effet de la pilule estompé, l'industrie française – et beaucoup d'autres qui, comme elle, n'auront pas bénéficié d'une thérapie de fond – se retrouvera plus mal en point que jamais. Il ne restera plus alors qu'à la soumettre enfin à une totale remise à plat en assumant la facture économique, sociale et environnementale exorbitante de cette trop tardive lucidité.

Une fois de plus, le problème s'enracine dans l'incapacité de sortir des schémas et modèles existants pour penser et mettre en œuvre autre chose, autrement. Les atouts du passé ont perdu quasiment toute valeur dans la partie qui se joue aujourd'hui mais la majorité s'obstine à les garder en mains plutôt que d'opter pour une nouvelle donne. Nul – et certainement pas moi – ne prétend que les choses soient simples. Sans doute, pour paraphraser Churchill, faudra-t-il passer par « *du labeur, des larmes et de la sueur* » mais ceux-ci sont plus faciles à supporter quand on en comprend le sens et que l'on entrevoit les beaux lendemains qu'ils préparent. A l'opposé, les brouets indigestes que d'aucuns nous imposent, convaincus que l'usage de vieilles casseroles aura transformé des ingrédients avariés en une bonne soupe, provoquent hauts le cœur et nausée... En attendant pire ?

3 Le 7/9 du mercredi 20 mars 2013

On pourrait pardonner aux maîtres du jeu de ne pas avoir réussi le changement de paradigme ; on ne les excusera pas de ne pas l'avoir tenté.

Bernie Ecclestone, le Grand Mamamouchi de la Formule 1 qui a depuis longtemps senti le vent tourner et dès lors déplacé progressivement son show de la vieille Europe vers les nouveaux territoires de la prospérité assénait il y a quelques mois que « *l'Europe sera le tiers-monde de demain* ». Force est en tout cas de constater qu'elle fait beaucoup pour que ce soit le cas...

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, restez vigilants car, comme le dit le proverbe : « *Quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent.* » ●



## LA VDM DU SG\*

• Chronique du 2 mai 2013

« *Secrétaire général des Nations Unies.* » – « *Secretary-General of the United Nations.* » Il n'y a pas à dire, ça a de la gueule ! Le genre de titre qui pose son homme, illumine une biographie, couronne une carrière. Il n'empêche que, personnellement, on me le proposerait, je le refuserais (il s'agit évidemment là d'une pure et grossière pirouette littéraire au service de mon argumentation ; je sais que le degré de probabilité de cette situation est inférieur encore à celui de voir Jodie Foster sortir de mes fantasmes pour entrer dans une réalité où elle succomberait au charme de la femme qui se cache en moi... Ceci étant acté, pirouettons et poursuivons.). Je refuserais car le prestige et les honneurs ne me suffiraient pas pour accepter l'humiliation quotidienne liée à la fonction. Sans doute ai-je l'ego particulièrement frigide mais je ne saurais jouir d'être admis dans la cour des grands et invité à leurs teufs alors que cela implique de devenir la tête-à-claque officielle de la bande, le « *cause toujours tu m'intéresses* » qui s'agite en vitrine pendant que cela magouille dans l'arrière-boutique.

Etre à la tête des Nations Unies, c'est se trouver face à 193 Etats plus cancrs que membres dont l'intérêt national prime viscéralement sur le bien global et qui, même s'ils vous écoutent parler, tonner, exhorter plus ou moins respectueusement, n'en feront *in fine* qu'à leur tête (et à hauteur de la marge d'action que daigneront leur laisser la *World Company* et ses filiales).

Etre à la tête des Nations Unies, c'est afficher un air ravi et un sourire *ouistiti-sexe* en serrant la main de la plus immonde crapule ou du pire dictateur.

Etre à la tête des Nations Unies, c'est assumer les vilénies et petits arrangements avec le droit et le morale qu'implique une *realpolitik* inter- et multi-nationale.

J'ouvre ici une parenthèse : (Je fus, dans une autre vie, confronté au pragmatisme indécent de cette *realpolitik*. En reportage dans le Nord de l'Irak, je me suis retrouvé à proximité d'un camp de réfugiés sur lequel flottait le pavillon bleu des Nations Unies. Curieux d'en savoir plus sur cette installation, je pus rencontrer l'officier responsable qui m'expliqua que... ce que je voyais n'existait pas ! Officiellement, il n'y avait là ni camp, ni réfugiés. Explication *off* : il importait de ne pas fâcher la Turquie, Etat occupant une position géostratégique majeure. Pas question, donc, de reconnaître ni même évoquer l'existence d'une minorité kurde persécutée venue chercher refuge et protection de ce côté-ci de la frontière. Pas question non plus de dénoncer les raids quotidiens de l'aviation turque contre des villages décrétés « *sanctuaires rebelles* », raids vio-

lant impunément l'espace aérien irakien alors même que la communauté internationale contrôlait le ciel de la région pour la protéger contre les frappes de Saddam Hussein. Pas même question, par précaution oratoire valant *in fine* acceptation d'un terrorisme d'Etat qui criminalise un peuple et sa culture, de prononcer les mots « kurde » et « Kurdistan »... Ce n'est là qu'un infime – mais significatif – exemple de la face immergée de l'iceberg géopolitique contre lequel les maîtres du monde acceptent de fracasser leur conscience. Je ferme la parenthèse : )

Bref, être à la tête des Nations Unies exige une capacité d'absorption et de digestion de couleuvres hors du commun, un moral immunisé contre le découragement mais aussi la révolte, un taux élevé de faux-culterie... et une estime de soi qui s'accommode de tout ça. Autant de « qualités » qui forceront l'admiration des uns et le mépris des autres mais dont je suis en ce qui me concerne désespérément dépourvu. Ce qui explique sans doute le sentiment de « *vie de merde* » éprouvé en voyant l'autre jour Ban Ki-moon, Secrétaire général onusien en titre, s'exprimer sur la question climatique devant un parterre de costumes trois pièces et tailleurs chics.

Depuis son entrée en fonction le 1er janvier 2007, l'homme illustre jusqu'au pathétique l'expression « *prêcher dans le désert* ». Tandis qu'il s'épuise à répéter que « *nous sommes en guerre pour le climat* » et que « *la question climatique constitue le plus grand défi auquel l'humanité aie été confrontée* », ses Etats ouailles s'enferment dans une inaction ayant valeur de bras d'honneur. Il est vrai que prôner « *le respect de la Terre nourricière* » devant des décideurs obnubilés par la croissance et la vigueur de l'économie, c'est un peu comme appeler à l'abstinence sexuelle au Salon de l'érotisme ou faire de la pub pour la Journée sans viande sur le site de la Fédération des bouchers-charcutiers, cela relève du SM soft...

Et pourtant, sans cesse sur le métier Ban remet son ouvrage. Cette fois dont je vous parle, il se risqua même à flirter – discrètement – avec les frontières de l'alarmisme, déclarant : « *Il sera bientôt trop tard... Nos modes de consommation sont incompatibles avec la santé de la planète. Notre empreinte écologique est démesurée.* »

Les autres sujets du digest de l'info hebdomadaire où je le découvrais confèrent au propos un caractère aussi surréaliste qu'anachronique : augmentation de 25% des immatriculations de voitures neuves en Chine ; commande de 234 Airbus A320 par la compagnie low cost indonésienne Lion Air et de 175 Boeing 737 par Ryanair ; avancée sérieuse des négociations pour la vente de 6 réacteurs EPR français à l'Inde ; vente record de tablettes numériques lors du 1er trimestre 2013 ; découverte d'un important gisement pétrolier dans le Sud de l'Iran ; chassés - croisés aériens et routiers massifs à l'occasion des vacances de Pâques. Pas de quoi espérer un renversement du constat posé par le porte-flambeau onusien : « *Sur quatre-vingt-dix objectifs adoptés d'un commun accord par la communauté internationale dans le domaine environnemental ces vingt dernières années, seuls quatre affichent des progrès notables.* » Il aurait pu ajouter que, chaque année en décembre, la Conférence sur les changements climatiques organisée par sa vénérable institution claque la porte au nez de « *la der-*



*nière chance d'arriver à un accord permettant de limiter le réchauffement global sous les 2°C à l'horizon 2100». Depuis le temps qu'elle traîne dans les négociations, cette « dernière chance »-là est d'ailleurs avariée et il faudrait penser à la jeter si on veut éviter qu'elle contamine « la dernière chance d'adopter des mesures d'adaptation aux conséquences des changements climatiques ».*

Allô... Non mais allô, quoi ! Tu es SG de l'ONU et tu acceptes qu'on n'accorde pas plus d'importance à tes propos qu'un alcoolique à son foie ? Allô...? Allô...?!? Je ne sais pas, vous me recevez ? Tu es SG de l'ONU et tu acceptes qu'on n'accorde pas plus d'importance à tes propos qu'un alcoolique à son foie ! C'est comme si je disais tu es SG de l'Onu et ton discours n'a pas plus d'impact que la dissertation « Changements climatiques : mythes et réalité » présentée par Jean-Kevin devant la 5ème Technique de qualification Coiffure, option Mèches et Balayage, de l'IPSLSPJ (Institut Professionnel Supérieur Libre Saint-Pierre et Judas) d'Uccle-Calvoet.

Avouez qu'il y a de quoi ruer dans les brancards. Pourtant, pas question pour l'homme de perdre son flegme diplomatique. Poli et policé il est ; poli et policé il restera ; et toujours dans le désert il prêchera.

En voyant Ban saluer son auditoire avec cette déférence contrite propre aux Asiatiques, je n'ai pas pu m'empêcher d'éprouver une certaine compassion pour la vie de merdre de cet homme. J'aurais voulu lui dire : « *Casse-toi, mon gars. Reprends ta vie en main. Rien, aucune cause, aucune fonction, ne justifie qu'un individu comme toi, sans nul doute intelligent et à coup sûr riche de convictions, ne soit poussé à bout jusqu'à danser le Gangman style devant les caméras du monde entier. Rentre à Chungju. Réserve ton temps à Yoo Soon-taek, Ban Woo-hyun, Ban Hyun-hee et Ban Seon-yong, ta femme et tes enfants. Cultive des orchidées, compose des haïkus, mets-toi à la cuisine ou au bricolage, vas à la pêche, crée une Fondation, fais du yoga, de la poterie ou du body-building mais abandonne cette vie de merde. Cela ne changera pas le cours du monde et tu retrouveras un brin de dignité.* »

Mais après tout, peut-être qu'il aime vraiment cela, le prestige et les honneurs ? Peut-être qu'il ne se sent pas pathétique à jouer les guignols officiels ? Peut-être, en fin de compte, est-ce moi qui suis pitoyable à croire encore en des principes et des valeurs périmés...

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, restez vigilants car, comme le dit le proverbe : « *Quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent.* » ●

\* La vie de merde du Secrétaire général





## LA PARENTHÈSE ENCHANTÉE (PENTECÔTE POLITIQUE)

• Chronique du 16 mai 2013

Exceptionnellement, cette chronique sera « *Prise de tête Free* ». Je ne souhaite pas, en effet, ajouter une couche de sombritude à la marée grise ayant souillé le moral des troupes suite au naufrage du printemps. Je m'en vais donc (tenter de) ré-enchanter mon propos, faire souffler un vent d'espoir et de positivisme sur la steppe de ma désespérance, mettre à l'honneur l'envie de se réjouir plutôt que l'obligation de s'énervier bref, pour une fois m'enthousiasmer de ce que le monde pourrait être rose plutôt que me révolter parce qu'il est noir. Ce n'est pas gagné mais je dois y croire. *Ça va d'aller !*

Pour commencer, je vous invite à jouer ensemble.

Devinerez-vous à qui l'on doit la sentence suivante : « *Je ne veux plus de cette représentation matérialiste du bonheur : je consomme, je possède, donc je suis !* » ?

Cinq propositions pour vous aider : le Pape François / Emily Hoyos / Paul Ariès / Paris Hilton / Benoît Lutgen.

Suspense...

La bonne réponse est Benoît Lutgen, dans son discours aux cdHiens réunis en congrès doctrinal le 27 avril dernier à Louvain-la-Neuve : « *Productivisme et consumérisme vont de pair, comme libéralisme et socialisme. Je ne veux plus de cette représentation matérialiste du bonheur : je consomme, je possède, donc je suis !* »

On s'en fait une autre ?

Qui a écrit : « *Nous le savons pourtant intuitivement : rien de ce qui nous rend heureux dans une vie, tomber amoureux, faire des enfants, trouver une fonction sociale valorisante, cultiver des amitiés et accomplir de belles choses, rien de tout cela ne s'achète.* » ?

La réponse se trouve dans le quintet que voici : André Comte Sponville – Paul Magnette – Noémie Happart (Miss Belgique 2013) – le Dalaï Lama – Bernard Wesphaël. Roulez tambours, sonnez trompettes...

Ces mots pleins de sagesse sortent de la plume de Paul Magnette. On peut les lire dans « *Le Monde à l'envers, chroniques pour une sortie de crise* », ouvrage que le bourgmestre de Charleroi, président du PS et sex-symbol intergénérationnel vient de publier aux Editions Luc Pire.

En contexte et en quasi-intégralité, cela donne : « *Une économie reposant sur la croissance, et aussi intensément consommatrice d'énergie et de matières premières que la nôtre, est inévitablement amenée à se heurter un jour ou l'autre au fait que ces ressources ne sont pas inépuisables. (...) Le deuxième argument qui plaide en faveur d'une modération structurelle de la croissance est d'ordre culturel. Trente-cinq ans*

*d'enquêtes économiques indiquent que bien que nous ayons connu une croissance extraordinaire de notre niveau de vie et de consommation au cours de cette période, notre satisfaction ne s'est pas accrue. (...) La croissance est donc incapable de nous rendre heureux, elle aurait même tendance à nourrir une insatisfaction permanente. Si cela est vrai, la question urgente ne devrait plus être comment produire plus, mais comment produire mieux et surtout mieux répartir la richesse collective. (...) Nous ne casserons jamais la spirale de l'insatisfaction constante des classes moyennes si l'on ne parvient pas à convaincre que, passé un certain seuil de revenus, indispensable à mener une vie digne, l'argent ne fait pas le bonheur. Nous le savons pourtant intuitivement : rien de ce qui nous rend heureux dans une vie, tomber amoureux, faire des enfants, trouver une fonction sociale valorisante, cultiver des amitiés et accomplir de belles choses, rien de tout cela ne s'achète. »*

*A priori*, il y a dans ces deux déclarations plutôt de quoi se réjouir. Considérant qu'Ecolo s'inscrit par essence (et ma configuration du jour m'interdit toute réflexion sur la part de pragmatisme aujourd'hui incorporée à ladite essence) dans cette démarche visant à remettre l'économie au service de l'Homme, on semble en effet se trouver face à une majorité de responsables de partis francophones désireux de changer de modèle et, oui, osons les mots, de faire émerger un autre monde. Et ça, c'est vraiment chouette !

Evidemment, la face sombre de mon cerveau peine à se rallier à cette vision idyllique et mobilise ses neurones afin de transmettre à mon esprit critique les bonnes raisons d'en douter.

*« La défense de l'environnement exige de nous une rupture fondamentale. (...) Une révolution dans nos façons de penser, dans nos façons de décider, une révolution dans nos comportements, dans nos politiques, dans nos objectifs et dans nos critères. »* : cet appel vibrant à la révolution lancé par Nicolas Sarkozy ne constitue-t-il pas l'illustration quasi caricaturale de l'abîme qui peut séparer le discours des actes, de la différence souvent sans nuance qui existe entre un positionnement politique opportuniste et des convictions idéologiques profondes ? Celui qui prônait la *« rupture fondamentale »* avec le système dominant ne s'empressa-t-il pas, tout au contraire, de le servir aveuglément, adoubant le nucléaire et l'agriculture industrielle, développant les infrastructures routières, stigmatisant l'impôt et la sécurité sociale, vénérant la croissance jusqu'à vouloir aller la chercher *« avec les dents »* ? Ne conviendrait-il pas dès lors de tirer les leçons du passé et considérer ces conversions avec prudence sinon suspicion ?

Quand le président Lutgen assène que *« croire que le consumérisme ou le productivisme seront des réponses pour aujourd'hui et pour demain, c'est se leurrer »*<sup>3</sup>, on aurait (presque) envie de lui coller un gros poutou. Mais pourquoi ajouter dans la foulée *« Je laisse ces vieilles recettes d'antan aux socialistes et aux libéraux »* ? Et que cache l'application avec laquelle il martèle cette volonté de démarcation tout au long de l'interview – *« Ce qui est sûr, c'est que j'entends beaucoup de recettes d'une autre époque qui viennent du PS et du MR »* ou encore un *« La gauche et la droite ont une responsabilité importante et c'est normal car leur idéologie est basée sur le matérialisme et leur pensée sur le bien-être est exclusivement tournée vers la consommation ... »* *« J'ai donc je suis. »* Notre voie est différente, nous voulons donner une direction à la société. » ?

3 « La Libre Belgique », 29 avril 2013

Personnellement, cela aurait fortement tendance à me doucher l'enthousiasme. Et si je laissais mon naturel prendre le dessus, je verrais dans la « balade des mains » – « *Le développement humain, ce sont des hommes et des femmes qui se prennent par la main pour construire un meilleur demain.* » – du leader centro-démocratique-humaniste une habile manœuvre stratégique pour fédérer les mécontentements. Alors que les politiques « traditionnelles », libérales et sociales-démocrates, témoignent chaque jour davantage de leur incapacité à sortir les peuples des crises économiques, sociales et environnementales dans lesquelles elles les ont conduits, il apparaît en effet aussi tentant qu'adroit de se positionner hors de ce clivage idéologique. Cela permet de se dédouaner à bon compte du bordel ambiant tout en se posant comme une alternative sinon crédible en tout cas novatrice, en rupture avec les « *vieilles recettes d'antan* ». Le bonhomme n'oublie d'ailleurs pas d'affirmer sa différence dans cette course à « *autre chose, autrement* » en ciblant les points identifiés comme faibles – car impopulaires – de la concurrence : « *L'environnement est un moyen pour apporter du développement humain mais n'est pas une fin en soi.* » ou encore « *Ecolo et nous avons le même objectif mais pas les mêmes moyens. Nous souhaitons être moins dirigistes.* »<sup>4</sup> Chapeau, l'artiste !

Stop ! On arrête. La démonstration se tient peut-être mais je ne veux même pas le savoir. Je ne suis pas en mode « esprit critique » et on ne pourra pas cette fois m'accuser de chercher des poux sur la tête d'un chauve. Fidèle à mon engagement positiviste, je vais au contraire considérer que ces prises de position constituent une sorte de Pentecôte avant l'heure : l'esprit sain est descendu sur les présidents pour leur montrer la voie du salut. Et ça, ce n'est plus chouette, c'est carrément divin !

Puisse donc Benoît Lutgen s'engager dans un dialogue œcuménique en vue de rassembler sur les objectifs plutôt que de diviser sur les moyens celles et ceux qui partagent sa foi en un développement axé sur l'humain.

Puisse Paul Magnette convertir ses coreligionnaires engagés dans la défense et la promotion d'idées divergentes pour ne pas dire antagonistes aux siennes afin que, tous ensemble, ils transposent sa sagesse dans le programme du Parti.

Et, tant qu'à faire, puisse Charles Michel, lancé à esprit perdu dans la dénonciation obsessionnelle d'une « *goche* » protéiforme et ubiquiste, connaître lui aussi un jour le bonheur de la révélation et de la rédemption.

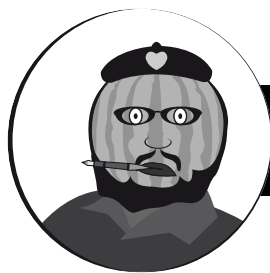
Mais comme tout cela n'engage pour l'heure que ceux qui y croient, puissent tous les autres continuer à se battre sans relâche, sans illusions mais pas sans espoir, pour l'avènement de leurs idéaux.

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, restez vigilants car, comme le dit le proverbe : « *Quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent.* » ●

---

4 « Métro », 29 avril 2013





## VOUS REPRENDREZ BIEN UNE TRANCHE D'ÉOLIEN ?

• Chronique du 30 mai 2013

Je pensais que mes deux récentes chroniques (« Bêtes de Seex (Syndrome éolien exacerbé) » et « EXCLUSIF ! Les éoliennes perturbent l'activité cérébrale ») consacrées aux polémiques soulevées par le développement de l'éolien en terre wallonne avaient épuisé mes réflexions et humeurs sur la question et que je n'y reviendrais plus avant longtemps. Erreur... Les éléments versés au dossier ces dernières semaines m'obligent en effet à ajouter quelques couches à la lasagne. Non pas que je me sente investi d'une quelconque mission de défense de cette énergie – ma religion économique comme mon niveau de revenus m'empêchent tout investissement boursier, aucun promoteur n'a pensé à récompenser ce soutien spontané et, contrairement à ce qu'affirment certains commentaires, je ne compte pas de « *copains dans les cabinets* » avec lesquels « *je fume le Havane et joue au golf* » – mais les réactions irrationnelles et outrageusement nymbistes qu'elle génère ont le don de me mettre en ébullition. Et quand j'ébullitionne, il faut que ça sorte !

Il y eut d'abord cet article – pour faire sérieux et sulfureux, il est baptisé « *enquête* » – publié dans « Le Vif » (n°19 – 10 mai 2013).

Le peuple abasourdi y découvre « *Comment le lobby vert impose les éoliennes* ». Et franchement, ça fait peur. A lire l'intro de ce papier, on n'ose imaginer quels manœuvres, coups bas et trahisons se fomentent à l'ombre de notre ignorance, quelles forces occultes s'activent dans les coulisses des pouvoirs. Jugez plutôt : « *Mille éoliennes sur le sol wallon d'ici 2020 : le défi du renouvelable n'a jamais autant ressemblé à une marche forcée. Derrière l'armée des moulins à vent, un puissant lobby politique et économique. Enquête au cœur d'une inquiétante guerre des tranchées. C'est une artillerie masquée, silencieuse et savamment orchestrée. « Une machine de guerre », avancent même bon nombre d'observateurs avisés. A l'heure où les énergies renouvelables s'imposent comme une évidence dans le cadre des objectifs européens de réduction de CO<sub>2</sub>, le lobbying pro-éolien a imprégné toutes les sphères décisionnelles du pays.* »

Je dois avouer que cela m'a foutu un coup aux illusions. Entendons-nous bien : je ne me leurrerais pas quant au caractère désintéressé des industriels de l'éolien ; le jour où une activité économique de nature capitaliste poursuivra d'autres objectifs que la conquête des marchés et la maximalisation de ses profits, on distribuera des préservatifs dans les églises et le golf du Bercuit deviendra un centre de vacances pour le CPAS de Charleroi. Je ne me leurrerais pas mais de là à découvrir que ce secteur est « *une ma-*

*chine de guerre*», une « *artillerie masquée, silencieuse et savamment orchestrée* », un lobby qui, à l'instar de ceux du tabac, de l'armement, de l'automobile ou de l'agrochimie, « *a imprégné – ouf, on n'en est pas encore au noyautage... – toutes les sphères décisionnelles du pays* », il y avait un pas dont le franchissement me fait tomber de haut (ce qui tend à indiquer que je n'étais pas loin du gouffre...).

Comme tout bon lecteur par la sensation alléché, je me plongeai donc dans la lecture de « l'enquête », avide d'informations édifiantes illustrant l'ampleur du complot. Et j'en ressortis plus perplexe que jamais quant au fondement de cette fronde contre Eole en vertu de laquelle un magazine et un journaliste considérés comme « sérieux » tentent de nous faire prendre une vessie très ordinaire pour une lanterne éclairant l'enfer.

J'invite chacun et chacune à forger son propre jugement en lisant l'article en question. En ce qui me concerne, j'y ai vainement cherché la moindre révélation digne de ce nom, une accusation fondée sur autre chose que de la suspicion, des faits outrepassant les pratiques connues et admises, des comportements condamnables, ne serait-ce que moralement ; ce témoignage exclusivement à charge échoue *in fine* à prouver quoi que ce soit. Oh, bien sûr, on n'est pas dans « Oui-oui au pays des Bisounours » mais rien dans les pratiques mises en exergue ne franchit les limites de la légalité ni ne va au-delà des règles du jeu de l'univers impitoyable de l'économie.

Sans me lancer dans l'exégèse du texte, il m'apparaît important d'en pointer l'un ou l'autre élément tristement révélateur de sa faiblesse.

Le « débauchage » de l'ancienne Secrétaire générale d'Edora (Fédération des producteurs d'énergies renouvelables) par le cabinet du Ministre wallon de l'Energie y est pointé d'un doigt accusateur comme preuve des liaisons adultérines entre le politique et l'industrie. Mais pourquoi ne pas plutôt y voir un recrutement allant chercher les compétences là où elles se trouvent ? Dès lors que le développement des énergies renouvelables figure dans la déclaration de politique régionale, n'est-il pas logique de recruter les meilleurs profils pour la mettre en œuvre ? Et au nom de quoi refuser à la personne concernée le crédit de l'intégrité ? Par ailleurs et jusqu'à preuve du contraire, c'est le ministre qui fixe les orientations du travail de son cabinet et non l'inverse. N'est-il pas bien plus choquant et inquiétant de trouver à la tête de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire en charge, notamment, de se prononcer souverainement sur la sécurité de nos installations, un homme qui fut directeur de la centrale de Doel puis de la World Association of Nuclear Operators (WANO) et n'a jamais caché sa foi inébranlable en l'atome ?

Plus loin, l'article livre le fruit d'une investigation que l'on peine à imaginer serrée : « *Dans un document interne au groupe Ecolo, dont nous avons pris connaissance, le parti propose ainsi toute une série de réponses préconçues, que les élus peuvent débiter à chaque critique rencontrée. A travers les sept pages du texte, l'un des points fournit une réponse à une critique émise par le collectif Vent de Raison, relative à*



*l'impact néfaste des éoliennes sur le paysage. « La beauté est quelque chose de très subjectif », mentionne le document. « Beaucoup de personnes trouvent les éoliennes très belles et enrichissant le paysage. » (...) Le texte procure même à ses destinataires les liens de quelques reportages élogieux à partager sur les réseaux sociaux : « Pour diffuser sur vos Facebook, la vidéo d'un journaliste qui a dormi au pied des éoliennes d'Estinnes... » La démarche, digne d'une véritable agence de communication, laisse peu de place aux réponses spontanées. »*

Ah, les masques tombent ! La collusion est établie, le complot éventé ! Une fois de plus, le 4ème pouvoir permet de mettre à jour ce qui s'ourdit dans l'ombre... !

Trêve de plaisanterie : il y a quelque chose de malsain dans cette manière de présenter comme un scoop journalistique une pratique largement répandue et totalement transparente. Personne n'ignore, en effet, que chaque parti – et plus largement chaque groupe de pression, chaque association, etc. – met à la disposition de ses membres un argumentaire (ou memento, fiche, note, pense-bête, etc.) reprenant des éléments essentiels de communication autour de son programme, ses positions, ses revendications. Quant au fond, arguer que *« la beauté est quelque chose de très subjectif »*, cela me semble relever plus du bon sens de La Palisse que du cynisme de Machiavel...

J'hésitais sur l'opportunité de gâcher une chronique pour réagir à ce papier lorsque l'actualité m'amena un nouveau motif d'exaspération.

Le jeudi 24 mai, le Conseil Supérieur de la Santé rendait publique son étude sur l'impact sanitaire des éoliennes dont la présentation énonçait *« (...) les projets éoliens sur terre sont souvent source de plaintes de la part des riverains. Les plaintes relatives à leur influence sur la santé et plus généralement sur la qualité de vie ne sont d'ailleurs pas infondées. »*

Là, ce fut un vrai choc. Je m'étais trompé et avais insulté la souffrance de milliers de riverains en niant l'impact de ces infrastructures sur leur santé... *Shame on me!* Un *mea-culpa* s'imposait et l'étude allait nourrir mon acte de contrition. Croyais-je. Car la lecture du document me laissa une nouvelle fois pantois.

En fait *« d'influences sur la santé pas infondées »*, le seul élément concret qui en ressort est que, je résume, l'implantation d'éoliennes peut générer un stress chez les personnes qui y sont opposées. Et comme le stress n'est pas bon pour la santé, ces implantations ont un impact sanitaire négatif ! CQFD (mais il faut oser). Si vous doutez de ma bonne foi, voilà ce que cela donne en intégralité dans le texte : *« En ce qui concerne les éoliennes modernes, il est peu probable qu'elles aient d'autres effets directs sur la santé et le bien-être que la nuisance et éventuellement des troubles du sommeil. Néanmoins, tant la nuisance que les troubles du sommeil peuvent générer un stress excessif susceptible d'avoir des conséquences néfastes sur la santé et le bien-être des personnes concernées. (...) Le fonctionnement des éoliennes ou des parcs éoliens est donc susceptible d'avoir des répercussions sur la qualité de vie, c'est-à-dire sur la santé et le bien-être mais d'une façon complexe déterminée par des facteurs variés et étroitement liés. Il n'existe pas de liens simples et universelle-*

*ment valides avec un seul facteur environnemental spécifique, tels que par exemple l'exposition au bruit des éoliennes ou l'aspect modifié du paysage. (...) Le niveau de nuisance – tant sur le plan individuel qu'au niveau de la population – ne peut être apprécié qu'en tenant compte d'autres facteurs, tels que la manière dont les éoliennes ou les parcs éoliens affectent le paysage et s'imposent au niveau du lien affectif qu'entretiennent les habitants envers leur environnement local. (...) si ce projet est perçu comme étant à la base d'une (future) détérioration de la qualité de vie, cela peut générer ou aggraver des troubles de santé chez certaines personnes, par exemple des états dépressifs, des maux de tête ou de l'hypertension. »*

Personnellement, je trouve cette prose rien moins que sublime ! Sous caution scientifique – ne perdons pas de vue qui l'a produite –, elle acte en effet que quelque chose qui vous déplaît ou que vous vivez mal est susceptible de générer un stress qui pourrait dégénérer en état dépressif, maux de tête, hypertension, etc. Vous imaginez, au-delà du refus des éoliennes, ce que cela ouvre comme perspective ?

Le caractère d'un collègue vous déplaît ? Stress, état dépressif... : avec un peu d'application, il devrait être possible de le faire condamner pour mise en danger de la vie d'autrui.

Trop d'allochtones dans le quartier à votre goût ? Stress, hypertension... : votre combat pour l'expulsion devient légitime.

Votre voisin élève des paons dont les cris vous horripilent ? Stress, insomnie... : à l'échafaud, les phasianidés !

En ce qui me concerne, j'ai renoncé à la voiture mais dois néanmoins subir les 65 à 70 décibels et vibrations des véhicules qui passent sous ma fenêtre à longueur de journée ainsi qu'une réduction de mon espérance de vie de près de trois ans à cause des crasses diverses qu'ils injectent dans l'air que je respire. Colère, énervement, stress, insomnies, palpitations, hypertension, dépression avant, peut-être, infection, cancer du poumon... : à défaut de pouvoir interdire le trafic automobile dans mon cadre de vie, je devrais avoir droit à une sacrée indemnité, non ? D'autant plus qu'avec ces vibrations incessantes mon patrimoine immobilier se fissure, au propre comme au figuré.

La connerie humaine m'exaspère ? Stress, nervosité, asocialité : bon, là, je devrai faire avec mais c'est sans doute l'exception qui confirme la règle...

Non, il n'y pas à dire, c'est une sacrée victoire pour le bien-être individuel.

Blague à part, cet avis a le mérite de pointer les impacts négatifs que toute chose non consentie peut avoir sur chacun(e) d'entre nous. Mais si ce type de réflexion a une raison d'être dans un essai psychosociologique, je doute qu'il soit opportun dans un contexte où il vient légitimer (*a minima* mais c'est déjà beaucoup) des oppositions essentiellement fantasmagoriques. Je suis un adepte convaincu du principe de précaution et un défenseur acharné du « cadre de vie » mais pas quand ces nobles concepts sont dégainés

pour défendre des intérêts purement individuels.

Cet intérêt individuel étant, quoi qu'en disent nos velléités humanistes, le principal moteur de nos choix jusque dans les urnes, on pouvait légitimement s'attendre à ce qu'un parti cherche à cueillir les fruits électoraux de cette opposition à l'éolien. Et cela n'a pas manqué. Ils furent quelques-uns à tâter le terrain et se positionner par leurs déclarations ô combien compréhensives avant que l'OPR (offre publique de récupération) ne soit lancée par le... FDF. Non pas qu'une invasion de mâts géants menace la Région de Bruxelles-Capitale mais les Amarantes ont identifié un terrain pouvant favoriser leur implantation en Wallonie et se sont empressés de l'investir. Ils ont donc réclamé l'instauration d'un moratoire sur le développement de l'éolien dans l'attente de la réalisation par la Cwape (Commission wallonne pour l'énergie) d'une étude sur les performances énergétiques du parc éolien wallon en termes de réductions d'émission de CO<sub>2</sub>.

Et là, au risque de surprendre, je dis « *Bravo !* » ou plutôt « *Chiche !* ». Car de deux choses l'une : ou les éoliennes ne servent vraiment à rien en matière de production énergétique et de réduction de gaz à effet de serre et on ne se pose même plus la question de leur implantation, on arrête tout. Ou elles ont effectivement leur place dans un mix d'énergies renouvelables et on les développe sans états d'âme superflus sur base d'expertises déterminant les meilleures localisations, avec un cadre législatif régulant leurs profits comme cela devrait être le cas pour toute activité industrielle stratégique. Le débat sera ainsi objectivé et clos une bonne fois pour toute. Les Don Quichotte de l'éolien pourront alors triompher légitimement... ou remiser définitivement leurs fantasmes et apprendre à vivre avec leur frustration, laquelle, cela tombe bien, est réputée maturante.

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, restez vigilants car, comme le dit le proverbe : « *Quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent.* » ●





## WALBI LANCE SPEEDY PASS, UNE INITIATION À LA SOCIÉTÉ DE CLASSES

• Chronique du 13 juin 2013

Je n'imaginais pas me trouver un jour en situation de féliciter Walibi – ou toute autre infrastructure semblable – pour son rôle majeur dans l'édification de la conscience politique et sociale des masses adeptes de ses attractions. C'est pourtant ce que je tiens à faire ici. En opposition totale avec Philippe Courard, secrétaire d'Etat aux familles, selon lequel « *oser proposer d'éviter les files d'attente moyennant un supplément prohibitif de 35 euros est non seulement antisocial et discriminatoire, mais aussi totalement antipédagogique* »<sup>3</sup>, je considère en effet que le « *speedy pass* » mis en œuvre par Walibi constitue une formidable confrontation et une indispensable préparation des jeunes visiteurs à la réalité du monde dans lequel ils vont être appelés à évoluer pendant quelques décennies.

Pour rappel ou mise à niveau de celles et ceux auxquels l'information aurait échappé, le parc d'attraction wavrien propose désormais à ses clients une formule leur permettant d'éviter les interminables et fastidieuses files d'accès aux attractions. Moyennant un supplément de 35 euros ajouté aux 33 du billet adultes ou au 29 du sésame enfants, le « *speedy pass* » permet à ses détenteurs de savourer sans délai les joies des *Bling Bling Madness*, *Dragon Boat*, *Fibi's Bubble Swirl*, *Haaz' Garage*, *Little Swing*, *Skunx Airlines*, *Squad Taxi* et autres *Squad's Stunt Flight* ou *Zenko's Graffiti Shuttle*, les plaisirs des *Calamity Mine*, *Challenge of Tutankhamon*, *Gold River Adventure*, *Melody Road*, *Radja River*, *Salsa y Fiesta* et *Tuf Tuf Club*, les sensations des *Buzzsaw*, *Dalton Terror*, *Octopus*, *Psyké Underground* ou encore du *Spinning Vibe*.

Loin de l'abomination « *antipédagogique* » dénoncée par le secrétaire d'Etat Courard, cette mesure me semble au contraire une « *pratique éducative* » concourant à « *l'ensemble des méthodes utilisées pour éduquer les enfants et les adolescents* »<sup>4</sup>. C'est de l'immersion dans le monde tel qu'il va, de la confrontation au réel, de l'expérimentation *in situ*. Car le futur du jeune visiteur *walibien* ne sera-t-il pas qu'une répétition à l'infini de situations discriminatoires ?

J'entends d'ici les remarques sur mon pessimisme congénital et mon négativisme viscéral mais quelles qu'aient pu être les luttes menées et les mesures prises pour tenter de les réduire, la discrimination sociale et l'inégalitarisme restent bel et bien au cœur des sociétés et relations humaines...

3 « Le Soir » du mardi 11 juin 2013

4 « Pédagogie : Ensemble des méthodes utilisées pour éduquer les enfants et les adolescents. Pratique éducative dans un domaine donnée ; méthode d'enseignement. » Larousse

Tu es fan de Justin Bieber (« *Oooh ouiiii, il est vraiment trooop bôôôôôôôôô!!!!* ») ? Tu veux assister à son concert à Anvers pour lui hurler tes sentiments (« *D'jestineeeeeeeee..... Je t'aiiiiiiiiiiiiiiiiiimmmmmmmme !!!!* ») ?

Si papa et maman ont des pépettes, ils pourront t'offrir le « *Justin Bieber VIP Meet & Greet Expérience* »© facturé 425 euros et qui te donnera droit à : 1 place de concert dans le Cercle d'or aux 5 premières rangées + 1 Meet & Greet exclusif avec Justin + 1 album vinyle « *Believe* » dédié par Justin + du merchandising exclusif VIP Justin Bieber + 1 sac cadeau Justin Bieber (composé exclusivement pour les détenteurs du package VIP !) + 1 programme-souvenir ou album photo de la tournée Justin Bieber + 1 badge « *Justin Bieber VIP Tour* » avec cordon assorti (édition limitée !) + 1 billet de concert souvenir. *Woouaaah...*, non ?

Si par contre le compte en banque familial fait de la corde raide entre soldes positif et négatif, tu peux tout au plus espérer recevoir le ticket à 30 euros te donnant l'accès aux tréfonds de la salle d'où, si tu as une vue d'aigle ou de bonnes jumelles, tu entrapercevras ton idole sur l'écran géant qui surplombe la scène.

Cette discrimination, tout comme celle du « *speedy pass* », apparaît toutefois bien insignifiante au regard de celles qui baliseront des existences où beaucoup de choses se détermineront à l'aune de cet unique critère : « *Selon que vous serez puissant ou misérable* »<sup>5</sup>, riche ou pauvre...

Si papa et maman ont des moyens et/ou des relations, tu bénéficieras par exemple d'un enseignement de qualité dans les meilleures écoles « *privées car il faut bien reconnaître que dans le public, le niveau est en-dessous de tout* ».

A l'opposé, si tes parents ont des revenus modestes et que, comble de malchance, tu habites Saint-Josse, Anderlecht, le bas de Schaerbeek, Drogenbos ou Couillet-Queue, il t'appartiendra, à toi et à toi seul, de dévier le cours du destin qui te promet à une scolarité chaotique débouchant sur une filière technique ou d'apprentissage. Et si tu réussis, si tu arrives là où on ne t'attend pas, tu devras combiner ton cursus universitaire avec un (des) job(s) pour survivre dans un kot minimaliste alors que d'autres bénéficieront d'un *all in* appart, immersion linguistique, cours particuliers, frais et argent de poche assumé par les finances parentales.

Gosse de cité, tu ne pourras compter que sur les « colonies » pour jouir un minimum des vacances ; enfant bien né, tu cumuleras sports d'hiver, séjours balnéaires et escapades saisonnières.

Si tu as des sous, tu seras libre de dire « *Merde !* » au climat et aux pères la vertu en rayonnant depuis ta quatre façade surdimensionnée au volant d'un véhicule généreux en CO<sub>2</sub> ; fauché, tu devras supporter l'environnement aussi moche que vicié de ton logement étriqué.

<sup>5</sup> « Les animaux malades de la peste », Jean de la Fontaine

Riche, tu t'offriras le bridge ou la prothèse qui perpétuera ta dentition parfaite ; pauvre, tu te résigneras à arborer un sourire édenté.

Je pourrais multiplier les exemples à l'infini mais cela n'apporterait pas grand-chose à une démonstration dont l'évidence me semble proche des constats de Monsieur de La Palisse. Il est temps, dès lors, de passer au « *que faire* » face à cette situation.

On peut considérer avec fatalisme – et en contradiction avec divers travaux anthropologiques – que cette dualité constitue une donnée indissociable des sociétés humaines, qu'elle a toujours existé et se perpétuera jusqu'à la fin des temps.

On peut aussi, à l'instar de Philippe Courard, jouer les Chevalier Blanc face aux expressions les plus anecdotiques de cet état de choses « *antisocial et discriminatoire* » et dire que c'est *pô bien* mais ce n'est pas en fustigeant le symptôme qu'on guérira le mal.

On peut enfin refuser la résignation et s'engager pour tenter d'instaurer sinon un idéal égalitaire, à tout le moins un modèle qui s'en approche autant que possible, notamment à travers un élargissement des fonctions régaliennes.

Cette vision n'a plus trop la cote aujourd'hui où l'opposition entre « gauche » et « droite » est tantôt considérée comme « *dépassée* », tantôt utilisée comme repoussoir mutuel par ceux se revendiquant de l'une ou de l'autre tout en menant des politiques jumelles. Elle demeure pourtant fondamentale et détient sans doute la clé ouvrant la porte d'un « autre monde »... pour autant qu'elle dépoussière et repense la dichotomie historique entre « *ouvriers* » et « *capitalistes* » afin de sortir de sa logique productiviste et d'intégrer les « nouveaux prolétaires » : chômeurs, travailleurs intellectuels à statut précaire et/ou sous-payés, etc.

Quoi qu'il en soit, sachant que le grand soir n'est pas pour demain, autant préparer sans délai ni fausse pudeur celles et ceux qui aujourd'hui comme demain doivent et devront vivre avec ces discriminations antisociales. L'épisode du « *speedy pass* » revêt dès lors, n'en déplaise à Monsieur Courard, une indéniable dimension pédagogique. Et qui sait si, au-delà d'éphémères aigreurs nombrilistes, il n'engendrera pas l'un ou l'autre embryon de conscience sociale et, rêvons un peu, d'engagement militant... ? Walibi comme porte d'accès à Marx, Bourdieu ou Badiou, qui l'eut cru !

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, restez vigilants car, comme le dit le proverbe : « *Quand on se noie, on s'accroche à tout, même au serpent.* » ●







## LE VER EST DANS LE VERT

• Chronique du 27 juin 2013

Depuis que la crise financière a mis le système économique mondial le nez dans son caca, politiques, économistes et médias nous vendent du vert dans tous ses dégradés. C'est dit, répété et asséné avec la conviction d'un bénédicité : l'avenir sera vert ou ne sera pas ! La révolution a changé de couleur. Fini le rouge des combats d'antan. Désormais, la victoire se conquiert à coups de Ripolin Pantone 369. Une petite coloration et le problème devient solution : fiscalité verte, emplois verts, voitures vertes, chimie verte (sisi !), maisons vertes, économie verte... *Green is beautiful* et sauvera la Planète, ses habitants et ses entreprises. Hallelujah !

L'unanimité et la conviction sont telles qu'il devient difficile de porter un regard critique sans paraître peine à jouir. Et c'est d'autant plus vrai qu'après avoir tiré vainement la sonnette d'alarme environnementale pendant des décennies, on devrait être à la fois soulagé et ravi de cette marée verte déferlant sur les esprits. Pourtant, le discours ambiant aux relents de chlorophylle recèle trop de simplisme(s) pour être avalisé tout cru. Certes, il est primordial, capital et vital de repenser nos modes de production et de consommation au regard de leurs atteintes à notre environnement. Mais cette remise en cause ne pourra se limiter à repeindre les murs d'un système dont les fondations sont minées. Il ne s'agit pas d'assainir un système vicié mais d'en installer un nouveau sur base d'une analyse en profondeur de notre rapport au monde et aux choses. Or, le risque est grand de voir les efforts porter sur la seule réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre les changements climatiques en ignorant ou occultant d'autres enjeux majeurs, environnementaux mais aussi sociaux.

Croire qu'il suffira de produire « *propre* » sans rien changer d'autre dans notre système économique serait la pire des erreurs. Par-delà le « *comment* » produire et consommer, il y a aussi et surtout le « *combien* » et le « *pourquoi* », autrement dit, pour subvenir à quels besoins et avec quelle finalité, le bien-être de tous ou les privilèges de certains ? Or, on peine à déceler cette (r)évolution philosophique dans les approches plus ou moins abscones qui fleurissent ici et là. Entre « *green deal* » et « *new sustainable deal* », on ne sait trop quels sont les termes du marché que l'on nous propose pour sauver l'avenir. Quant à la « *société en transition* » et au « *nouveau paradigme* »<sup>3</sup>, ils relèvent d'une novlangue dont on peine à saisir le sens (la transition importe moins que

<sup>3</sup> Définition de « paradigme » dans Le Petit Robert : 1. GRAMM. Mot-type qui est donné comme modèle pour une déclinaison, une conjugaison 2.LING. Ensemble de points substituables situés en un même point de la chaîne parlée.

la destination finale... qui reste mystérieuse et le dictionnaire laisse perplexe sur ce paradigme que l'on veut nouveau).

Avant de nous réjouir que le vert soit mis (à toutes les sauces), assurons-nous donc qu'il nous ouvre réellement la voie d'un futur acceptable, d'une société en rupture avec les tares l'ayant conduite dans une impasse dont le mur se rapproche dangereusement. Sans cela, nous continuerons à aller droit dedans.

Les lecteurs les plus fidèles se rappelleront peut-être de ce texte, publié en septembre 2009. Je le remets aujourd'hui en vitrine car divers événements sont venus – je devrais écrire « *malheureusement* » – m'en démontrer la pertinence.

Il y eut ainsi la débandade de l'industrie photovoltaïque européenne face à la concurrence chinoise. Pour le vieux continent, cette « filière verte » déboucha *in fine* sur un tombereau de faillites et de licenciements tandis que l'Empire du milieu produisait ces panneaux « *climate friendly* » dans des conditions méprisant à la fois l'environnement et des droits sociaux les plus élémentaires.

Dernièrement, c'est « Le Canard Enchaîné »<sup>4</sup> qui rendait compte de la perversité d'une activité estampillée « écolo » mais animée par la seule recherche du profit. Sous le titre « *Les activités empoisonnantes du roi de la dépollution...* », le volatile satirique relate l'histoire édifiante de la société « *réputée super-écolo* » Chimirec. Morceaux choisis.

*« Depuis des années, il pollue, sans désespérer, l'air ambiant, les prés alentour et l'atmosphère de ses propres locaux. Détail cocasse, Chimirec, groupe présent sur 14 sites en France, fleuron industriel de la Mayenne et auteur de ces exploits, est un spécialiste... de la dépollution. Plus précisément de l'élimination de molécules chlorées, extrêmement toxiques et, pour certaines, cancérogènes, comme les PCB, parfois appelées pyralène. Ces charmantes substances étaient surtout présentes dans l'huile des transformateurs électriques de naguère. L'ensemble représente des centaines de tonnes de ferraille et de liquide que Chimirec affirme être l'un des seuls en Europe à savoir décontaminer. Dans quelques semaines, pourtant, s'ouvrira à Paris le procès de dirigeants de ce groupe (...).*

*Entre 2000 et 2006, la boîte, incapable d'éliminer tous les PCB des huiles qu'elle recevait pour décontamination se contentait le plus souvent de les diluer dans de plus grands volumes d'huiles industrielles, jusqu'à atteindre une concentration inférieure aux normes. Une pratique tout à fait interdite, d'autant qu'elle se substitue à un service (écolo) payé très cher. Car Chimirec reçoit de l'argent (230 euros par tonnes) de celui qui veut se débarrasser d'une huile polluante. Puis il revend l'huile propre à 450 euros la tonne. La rentabilité de cette dépollution fictive est fabuleuse. (...)*

*L'autre talent du groupe, la décontamination des équipements souillés au pyralène, a longtemps recueilli tous les éloges. Aprochim, filiale maison qui utilise la technique du « vide poussé » pour séparer solides et liquides toxiques, avait la caution des élus*

4 N°4834 du 19 juin 2013

*locaux – notamment de Jean Arthuis, patron du Conseil général de Mayenne – ainsi que d’associations écolos, tel Robin des Bois qui lui prodiguait son « expertise ». Mieux : en novembre 2006, la société a décroché le « Premier prix des technologies économes et propres », décerné par la très officielle Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie – ADEME. (...). Pourtant, ce procédé haut de gamme connaît de sérieux ratés, comme le montrent les contrôles répétés de la Direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement (Dreal) depuis 2010. Une année durant laquelle, selon la préfecture, « Aprochim était le premier émetteur de PCB dans le ciel de France ». Chaque fois, les valeurs limites ont été dépassées et les voisins de l’usine ont savouré les retombées... En 2011 et 2012, quelque 400 bovins ont été abattus. Quatorze exploitations agricoles sont aujourd’hui touchées car la vente de leurs produits est interdite. Plusieurs salariés de Chimirec présentent des taux alarmants de dioxines dans le sang. (...)»*

Je devine sans peine les réactions courroucées qui vont se faire entendre pour estimer que l’activité en question « *n’est pas verte* » ou encore qu’on ne peut condamner tout un secteur sur base d’un cas de pratiques malhonnêtes qui n’affectent en rien sa vocation première. Ce à quoi je répliquerai que l’exemple ne se veut ni stigmatisant ni généralisateur mais emblématique des dérives dans lesquelles nous entraînera inexorablement un système dont on ne remettrait pas en cause les fondements essentiels. Ainsi, pour rebondir sur l’exemple de la Chimirec, on peut s’interroger sur la pertinence de laisser des travaux de dépollution, qui s’apparentent *in fine* à un « service public », régis par les lois de la jungle économique. Est-il souhaitable, acceptable et sain que pareille activité puisse être génératrice de plus-value commerciale ?

La course au profit, fut-elle disputée sur un marché « vert », méprisera toujours des enjeux environnementaux et sociaux qui pénalisent *de facto* le niveau de ses performances. Négliger ce présupposé essentiel, c’est l’assurance de voir le *vert-j’espère* virer très vite au *noir-cafard*...

Allez, à la prochaine. Et d’ici là, restez vigilants car, comme le dit le proverbe : « *Quand on se noie, on s’accroche à tout, même au serpent.* » ●





## UN DIMANCHE SANS VOITURE ET UNE ANNÉE SANS C...

• Chronique du 26 septembre 2013

Eh bien voilà, c'est fait : Bruxelles a connu son grand défouloir annuel. Le désormais traditionnel « *Dimanche sans voitures* » a permis à la *bobotitude* de pulser intensément dans les artères de la capitale purgées pour un jour de leur cholestérol automobile. Les vélos, rollers, trottinettes et calèches se sont disputé l'asphalte avec un égoïsme acrimonieux qui n'avait rien à envier à celui des conducteurs quotidiens tandis que les piétons ayant eu la prétention de vouloir s'inviter à la fête regrettèrent ces jours de trafic où feux tricolores et passages cloutés leur garantissaient un minimum de sécurité. Bref, l'espace de quelques heures, un chaos silencieux et propre a remplacé un autre bruyant et polluant mais la ville n'en a pas pour autant retrouvé son urbanité. Car cette teuf écolo-hygiéniste n'aura nullement contribué à contrer tant soit peu la mainmise de la voiture sur la voirie bruxelloise. C'était « *très agréable* », « *super chouette* », « *vraiment cool* », « *génial* », « *trop mortel* », « *de la balle* » que beaucoup auront « *kiffé* »<sup>3</sup>, les niveaux de pollution enregistrés auront été divisés par 10 ou 15 selon les endroits mais, *in fine*, ce dimanche plus ludique que pédagogique ne changera rien à rien. Pire : il constituera une forme d'alibi permettant à de trop nombreux décideurs de considérer qu'ils ont fait leur bonne action en faveur d'une autre mobilité.

Vous l'aurez compris : je n'aime pas le dimanche sans voiture. Je sais, c'est *pô bien*. Il faut être *po-si-tif*, focaliser sur « *l'envie d'autre chose* » que le succès de ce type d'initiative est censé traduire, surfer sur la vaguelette pour faire avancer la prise de conscience mais j'échoue à intégrer cet optimisme forcené de Malin ré-enchanteur. Pour moi, le dimanche sans voiture constitue une escroquerie scélérate que je ne peux renoncer à dénoncer.

Il faut dire que les choses étaient mal emmanchées dès le départ. Ce « dimanche » sans voiture est en effet né du souci de contourner les exigences de ce qui était à l'origine une « journée » sans voiture, concept lancé par la Commission européenne pour initier une sensibilisation et une réflexion sur l'abandon d'un modèle de mobilité autocentriste. Programmée à date fixe, le 22 septembre, ladite journée devait au fil des ans permettre d'expérimenter *in situ* tout au long d'une semaine les conséquences du renoncement à l'auto-reine. On était donc loin du jour de fête aujourd'hui inscrit au calendrier des activités annuelles bruxelloises au même titre que la Nuit Blanche, les 20 kilomètres, le Meyboom, le défilé du 21 juillet ou la Gay Pride.

<sup>3</sup> Commentaires glanés dans les divers articles et reportages consacrés à « l'événement ».

Mais le concept n'a pas seulement été détourné, il a aussi été vidé de sa substance. On cherche ainsi vainement la moindre action de sensibilisation et, *a fortiori*, une quelconque revendication derrière ce rendez-vous dominical au cours duquel la ville devient un immense terrain de jeu, *nothing else* et *punt aan de lijn*.

Je n'aime pas le dimanche sans voiture car je rêve d'une ville (ou à tout le moins d'un hyper centre) sans voiture. Or, l'arbre du dimanche cache la forêt de l'année, le rendez-vous ponctuel et bon-enfant masque (mal) l'inaction habituelle et révoltante. La voiture est plus que jamais omniprésente à Bruxelles et ce n'est pas demain l'avant-veille du jour où on pourra commencer à espérer qu'une politique résolument proactive soit envisagée pour l'extirper de la place.

Je n'aime pas le dimanche sans voiture parce que je n'aime pas... la voiture.

Ô, je reconnais sans peine le caractère merveilleux de l'invention et son utilité irremplaçable en de nombreuses circonstances. Mais je récuse la dictature qu'elle impose aujourd'hui sur ma vie. Une dictature de tous les instants, qui mine mon quotidien et gangrène ma santé en toute impunité. On vit en effet dans un monde étrange où on s'émue des impacts à prouver des ondes électromagnétiques et des effets fantasmés des éoliennes mais où on se fout par contre royalement du poison reconnu mortel que la bagnole distille méthodiquement dans l'air des villes et les poumons de leurs habitants !

Il est aujourd'hui scientifiquement incontestable que les particules fines générées par la circulation automobile dans les centres urbains réduit de trente mois l'espérance de vie de ceux qui y résident mais pas un décideur politique n'a le courage de vouloir l'en exclure ! Et le bon peuple résigné accepte la chose sans broncher, tantôt résigné, tantôt fasciné par le veau d'or à moteur surpuissant.

Cette passivité est d'autant plus incompréhensible que les nuisances endurées débordent largement le cadre des particules fines. Il y a aussi – et plus seulement en ville – le bruit qui épuise l'esprit, les odeurs qui irritent les sinus, les gaz à effet de serre qui asphyxient la planète, les vibrations qui ébranlent les nerfs et fissurent les maisons, les infrastructures qui balafrent le paysage. Autant d'attaques directes dont je suis la victime non consentante mais impuissante car, hormis les choix cohérents de renoncer à la bagnole et m'installer en ville pour ne pas en être l'esclave, je ne peux rien faire pour échapper aux atteintes portées à ma santé et mon bien-être.

Il ne s'agit pas ici de me chouchouter le nombril ni de m'apitoyer sur mon cas personnel. Je ne vous parle pas de moi parce « *qu'il n'y a que ça qui m'intéresse, il n'y a que ça qui me donne de l'émoi* »<sup>4</sup> mais parce qu'il m'importe d'ancrer dans une réalité vécue le caractère kafkaïen de la situation. Souffrez de stress ou d'un mal de tête à force de ressasser sur la présence d'une éolienne dans votre champ de vision et vous ferez se lever un vent de révolte qui conduira les politiques à légiférer. Crevez des PM10 qui

vous encrassent les bronches ou cumulez les nuits blanches pour cause des décibels et roulement du trafic, vous n'émouvrez personne. *Touche pas à la voiture... !*

Un vent favorable, comme on dit dans la grande presse, – je ne pensais pas qualifier un jour le Secrétaire général de l'organisation qui accueille mes réflexions de « *vent* », fut-il favorable... – un vent favorable, donc, m'a fait parvenir les résultats d'un sondage centré, entre autres, sur la position des Bruxellois et des Wallons en matière de mobilité. Je ne m'attarderai pas sur tous les éléments positifs que l'on peut y trouver – non pas car ce serait contraire à mon prétendu négativisme congénital mais simplement parce que ce n'est pas mon propos du jour – et pointerai simplement que la mesure proposée aux sondés recevant le moins d'adhésion porte sur la « *réduction de l'attractivité de la voiture* ». Un vagabondage sur les forums, véritables baromètres de l'opinion publique, permet de prendre mieux conscience encore de la force – et de l'irrationalité – des sentiments qui continuent à unir l'*homo-mobilis* à la voiture. Une perle parmi une multitude : « *La complaisance des politiques vis-à-vis de lobbies pro-vélo est inacceptable. On crée des infrastructures coûteuses pour un mode de transport qui ne concerne qu'une infime minorité de la population, c'est une gabegie d'autant plus dégoûtante qu'il s'agit de fonds publics. En plus, la place accordée au vélo en ville est prise sur celle des voitures dont la circulation est de plus en plus ralentie et qui polluent donc de plus en plus. Et on prétend lutter contre le réchauffement climatique !* »

Comme disent les Suisses, « *Quand t'as dit ça, t'as tout dit !* ». Quoique... Non. Il me semble en effet primordial de préciser qu'une mesure ne doit pas être populaire ou acceptée par la majorité pour être légitime sans quoi l'impôt n'existerait pas et, à l'inverse, la peine de mort risquerait d'être universelle tandis les frontières de l'Europe se hérisseraient de barrières infranchissables.

Une mesure ne doit pas être populaire ou acceptée par la majorité pour être légitime mais celle ou celui qui la porte doit alors faire preuve d'un courage politique exceptionnel et ne pas hésiter à faire primer ce qui est « *juste et bien* » sur ses chances de réélection. De ce point de vue, s'attaquer frontalement à la voiture semble dépasser les limites de l'envisageable. Le pouvoir des lobbies est trop grand, l'opposition de la population instinctivement trop massive. Et une année sans coui... succède dès lors à chaque dimanche sans voiture.

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, ne lâchez rien car « *La résignation est un suicide quotidien* ». (Balzac) ●







## LAMPEDUSA MON AMOUR

• Chronique du 10 octobre 2013

Des cercueils. Des cercueils posés à même le sol dans un alignement parfait. Des cercueils bruns et des cercueils blancs. Des cercueils identiques jusque dans leur décorum, rose écarlate posée sur le couvercle des uns, ours en peluche trônant sur celui des autres. Des cercueils luxueux, trop ; ce luxe anachronique s'affiche comme une ultime offense à la mémoire de ceux qui y reposent.

Combien sont-ils ? Des dizaines, des centaines peut-être. Le nombre importe peu. Un bilan officiel viendra sans doute chiffrer la perte mais aucune donnée mathématique ne pourra mieux rendre compte de l'ampleur du drame que l'image de ces cercueils saturant le champ de vision.

L'histoire retiendra que le jeudi 3 octobre 2013 à l'aube, une embarcation chargée de clandestins chavira en Méditerranée après s'être enflammée et que plus de trois cents migrants, hommes, femmes et enfants enfuis d'Erythrée et de Somalie périrent à quelque 500 mètres de leur Eldorado, la côte de cette Europe incarnant tous leurs espoirs. On ne sait par contre quelle trace l'Histoire, celle qui s'écrit avec un grand H et se construit à base de politique, gardera de cet épisode tragique. Sera-ce l'électrochoc rappelant les nantis que nous sommes à leur devoir de solidarité ou un simple interlude émotionnel ponctuant sans le perturber le mouvement de repli sur soi qui affecte tant les individus que les Etats favorisés ? Nul ne sait ce qu'il adviendra mais on craint de le deviner. Car si les mines se montrent affligées, les discours se revendiquent « *pragmatiques* » et la compassion obligatoire du moment ne paraît devoir générer aucune inflexion humaniste dans la gestion résolument sécuritaire du problème. Le confortable et nauséabond « *on ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » refleurit ainsi dans les déclarations tandis qu'une majorité écrasante de décideurs s'accorde à considérer que LA solution « *pour éviter que pareil drame se reproduise* » s'appelle Frontex, l'agence de contrôle des frontières extérieures de l'Europe qui « *doit être renforcée* ». Ce positionnement souffre toutefois d'un vice rédhibitoire : il occulte le fait que rien, aucun garde ni aucun mur, n'empêchera jamais des individus de fuir la misère, une vie sans avenir, pour chercher un ailleurs meilleur, un espoir de dignité.

L'agitation autour de ce drame apparaît *in fine* tristement révélatrice de l'importance réelle que les politiques comme le public accordent au problème qui le sous-tend. Car ce que les medias nous vendent aujourd'hui en manchette n'a en fin de compte rien

d'exceptionnel. Peu de jours passent, en effet, sans qu'un ou plusieurs clandestins parti(s) des côtes africaines ne disparaisse(nt) en mer au large de l'Italie ou des Canaries. Dans l'indifférence quasi générale. Le secret présidant à ces traversées rend les recensements difficiles mais les organisations actives sur la question estiment entre mille et trois milles celles et ceux qui perdent chaque année la vie dans leur quête du paradis. Mille à trois milles hommes, femmes et enfants qui quittent la partie sans bruit et sans que grand monde ne s'en émeuve. Mais cette fois, impossible de la jouer discrète : trois cent morts, ça fait quand même désordre... Alors on a eu droit à l'émotion, l'indignation, la colère, le « *plus jamais ça* » de circonstance. Sans qu'aucun des responsables appelés à s'exprimer ne soit dupe de son propre discours. Teresa, habitante de Lampedusa qui sait ce qui se joue quotidiennement au large de son île, ne se cache pas la vérité : « *Et le plus terrible, c'est que dans une semaine, la vie reprendra son cours et on oubliera, comme à chaque fois.* »<sup>3</sup>

Le plus terrible, c'est aussi et surtout que les choses resteront en l'état. Parce qu' « *on ne résout pas un problème avec les formes de pensées qui l'ont engendré* »<sup>4</sup>. On aura sauvé notre bonne conscience et les apparences en offrant à des enfants morts un jouet auquel ils n'ont pas eu droit de leur vivant mais d'autres enfants continueront de crever en mer en fuyant leur noir destin.

« *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde* », non, mais on peut empêcher de l'entretenir voire de l'amplifier. Quand on réduit les budgets de l'aide au développement, quand on enferme des populations dans la pauvreté, qu'on les prive de perspectives, peut-on s'étonner qu'elles veuillent venir chercher chez nous la dignité et l'espoir qu'elles n'auront jamais chez elles ?

Et quand on dénonce avec grandiloquence – et à raison – la situation infernale et les atteintes aux droits de l'homme de pays comme l'Afghanistan, l'Iran, la Syrie, la Lybie, la Somalie..., peut-on légitimement refuser dans le même temps un statut de réfugié à celles et ceux qui fuient leur enfer ?

Si, effectivement, nous ne voulons « *plus jamais ça* », si nous cherchons un remède et pas un analgésique, il faut non pas nous engager dans une surenchère sécuritaire, renforcer les frontières et ériger des murs fantasmés infranchissables mais bien activer une solidarité internationale, accepter de partager notre opulence pour assurer à d'autres leur subsistance. Pas sûr que le projet suscite une adhésion massive... Pourtant, l'enjeu est crucial. Aux réfugiés économiques et politiques d'aujourd'hui il s'en ajoutera en effet bientôt d'autres, labellisés « climatiques ». Et on ne pourra pas continuer longtemps à nier impunément nos responsabilités envers eux.

Allez, à la prochaine. Et d'ici là, ne lâchez rien car « *La résignation est un suicide quotidien.* » (Balzac) ●

3 in « Le Monde », 6 octobre 2013

4 Einstein



## LE CATCHEUR, LE GIEC ET LE COMLOT CLIMATIQUE

• Chronique du 24 octobre 2013

Son nom est Ventura, Jesse (prononcez *Djè'scie*) Ventura. Le mythe américain fait homme. D'abord membre des SEAL, la force spéciale de l'US Navy, il fut ensuite, successivement : catcheur professionnel, vedette des shows estampillés *World Wrestling Federation* et *World Championship Wrestling* qui électrisent les rejetons de l'Oncle Sam ; acteur aux côtés d'Arnold Schwarzenegger, Sylvester Stallone, George Clooney et même Uma Thurman ; puis, cerise sur le gâteau de son *American Dream*, gouverneur du Minnesota, élu en 1999 par un peuple qui concrétise régulièrement son désir d'être administré par des mecs qui en ont.

Aujourd'hui, *Djè'scie* a rangé tenue de camouflage, moule-miches et portrait officiel dans le tiroir des souvenirs mais le fond-de-teint lui sert encore sur les plateaux de télévision où il dirige et anime avec conviction *Conspiracy Theory*, une émission d'investigation avec enquêteurs traquant les grands complots qui minent la démocratie mondiale.

Sur l'écran de ma télé, veste de cuir noir sur t-shirt de même couleur, muscles bandés, mâchoire serrée et sourcils froncés, la calvitie ceinturée d'un katogan rachitique, le quintal vibrant de la volonté d'en découdre, *Djè'scie* – « *Gouverneur* » pour ses troupes et ses interlocuteurs – expose sa mission du jour : révéler « *le plus grand piège de l'histoire de l'humanité* », « *un complot qui vise à nous tromper, nous spolier et nous contrôler tous* ». « *Je n'aurais jamais cru devoir enquêter sur le réchauffement climatique. Je croyais que c'était vrai et que la sauvegarde de la planète était un combat juste (...) mais en fait, certains se servent de l'argument du réchauffement pour gagner de l'argent et faire main-basse sur la planète. Je tiens à dénoncer ce complot!* ». Alors, sous sa houlette éclairée (à ne pas confondre avec l'alouette cendrée), ses « *enquêteurs spécialistes de la conspiration vont suivre la piste aux quatre coins du monde afin d'identifier les hommes d'influence cupides qui tirent les ficelles et ramassent des milliards. Car tout ce qu'il y a de vert dans cette affaire, ce sont les billets!* »

Et foi de *Djè'scie* (qui n'a rien à voir avec le foie de génisse), les salopards peuvent trembler dans leurs calbars !

Le spectateur en haleine (et en bas de laine s'il est frileux) va ainsi suivre pendant cinquante minutes les aventures de June, Axel, Benny et consorts à la poursuite des intriguants verts.

Poitrine et booty arrogants, lèvres botoxées dubitatives, June, pulpeuse Afro-américaine semblant exfiltrée d'un clip de Snoop Dogg, part « *à la rencontre d'un climatologue à la pointe de sa discipline depuis la fin des années soixante-dix* » qui « *se cache dans une petite ville loin de la civilisation* » et témoigne anonymement « *par crainte des retombées pour sa famille* » car il a « *subi des attaques et reçu des menaces de mort* » depuis qu'il a « *pris parti contre le courant de pensée dominant* » et « *dénoncé le dogme du réchauffement climatique* ».

Authentique rêve de belle-mère, le très BCBG et dynamique Axel, rejoint le prestigieux *Massachusetts Institute of Technology* où un scientifique plus vrai que caricature – lunettes involontairement vintage, barbe anarchique, cheveux aussi rares que fous et costume-cravate décati – s'élève contre une imposture qui « *brasse des milliards de dollars* ».

Quant à Benny, l'appareusement – et fondamentalement – insignifiant « *associé du Gouverneur en Chine* », il n'hésite pas à défier la vigilance des forces de sécurité asiatiques pour pister celui qui est « *derrière tout ça, celui qui tire les ficelles en coulisses* ». Car grâce aux confidences de leurs informateurs et au support efficace d'une équipe de documentalistes et d'enquêteurs assis, *Djè'scie*, June et Axel ont réussi leur mission, ils ont identifié ceux qui alimentent le dogme du *global warming* et les motivations de cette « *aristocratie très puissante qui compte jouer sur la peur de la dégradation de l'environnement pour s'emparer du monde, (...) contrôler les masses et les entreprises, décider de nos comportements, faire en sorte que le moindre de nos gestes coûte de plus en plus cher (...)* ». Une aristocratie à la tête de laquelle trône l'homme dont Benny a retrouvé la trace dorée dans l'Empire du milieu.

Je sais, raconté comme ça et tenant compte du personnage aux commandes de l'affaire, on a l'impression de se trouver face au scénario d'un (très) mauvais film hollywoodien et on peine à imaginer que pareil programme puisse avoir le moindre impact sur l'opinion publique. La réalité s'avère malheureusement moins optimiste. Car il y a dans la réalisation de ce documentaire un savoir-faire et une utilisation de faits et de personnalités réels qui le rendent redoutablement efficace.

Si le témoignage masqué du climatologue dénonçant le dogme du réchauffement ou les assertions outrées de certains « informateurs » sont des éléments de mise en scène qui n'impressionneront que les plus crédules, beaucoup d'autres informations sont traitées de manière telle qu'elles peuvent instiller le doute dans les esprits les plus critiques.

Il y a cette visite dans une société pionnière du « *marché du carbone* » dont le responsable refuse de s'expliquer sur le conflit d'intérêt que pourrait représenter la participation majoritaire d'Al Gore – « *un ami pour lequel j'ai beaucoup de respect mais qui n'est pas plus scientifique que moi* » dicit *Djè'scie* – dans ce secteur étroitement liée à la peur climatique qu'il entretient « *et apparement, cela lui rapporte pas mal d'argent* »...

Il y a l'interview de Lord Monckton, ancien conseiller politique du Parti conservateur anglais qui revendique avoir également été « *conseiller scientifique du gouvernement Thatcher* ». Tout qui n'a pas la curiosité d'investiguer sur le pedigree de l'animal et ignore donc qu'il s'agit d'un eurosceptique radical, membre influent du UKIP – *United Kingdom Independence Party* – militant pour le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, climato-sceptique revendiqué et farouche adversaire d'une politique sociale progressiste, tout qui donc fait confiance à la figure de l'homme de cabinet et de confidences retiendra avant tout son assertion qu'« *il existe des accords entre responsables gouvernementaux, scientifiques et milieux d'affaire pour mettre au point une théorie sur le réchauffement climatique et ainsi pouvoir gagner de l'argent* ». Et que « *ceux qui sont derrière tout cela depuis vingt ans vont obtenir ce qu'ils cherchaient, c'est-à-dire une sorte de noyau dur qui servira de base à un gouvernement mondial* ».

Il y a ce culot génial de désigner nommément le (prétendu) grand ordonnateur de ce complot et de détailler les actions et déclarations qui, tout au long de sa carrière, servirent (prétendument) cet objectif ultime.

(Allez, je ne vais pas vous laisser languir : il s'agit de Maurice Strong « *Secrétaire général des Nations Unies lors de la 1ère Conférence sur l'environnement, en 1972 ; 1er directeur du Programme des Nations Unies pour l'environnement ; organisateur, en 1992, du Sommet de la Terre de Rio qui ouvrit la voie au Traité de Kyoto* ». Un homme d'influence et de réseaux qui, selon Djè'scie, son équipe et leurs images d'archive, travailla activement à la création de la Banque mondiale et d'une monnaie unique permettant de mieux contrôler l'activité économique et humaine au nom de l'environnement. Un projet dont l'Euro et le marché du carbone constitueraient les premières concrétisations. CQFD... Pour finir la démonstration en beauté, Benny affirme que Mister Strong vivrait aujourd'hui en Chine où il conseillerait le gouvernement dans sa lutte contre les émissions de CO<sub>2</sub>...tout en investissant massivement dans l'industrie automobile !)

Pas question de mener ici une contre-enquête ni même de dénoncer les impostures intellectuelles et entorses à la déontologie journalistiques que recèlent le film du Gouverneur. Je m'interroge simplement sur les ravages que peut faire ce genre de « document » diffusé à grande échelle sur des chaînes réputées sérieuses – en l'occurrence « Planète » – tandis que le GIEC et d'autres climato-convaincus ont décidé de répondre à leurs détracteurs par l'ignorance voire le mépris sous prétexte qu'« *on ne discute plus de savoir si la Terre est plate* » ou qu'« *il y a toujours des gens pour croire qu'Elvis Presley n'est pas mort !* » Pas sûr que ce soit la meilleure stratégie face à des citoyens confrontés à une question qui les dépassent – à de multiples niveaux – et avides d'explications... fussent-elles fausses.

Allez, à la prochaine. ●





## MÉFAITS DIVERS

### (CE QUE L'"AFFAIRE WESPHAEL" DIT DE NOUS)

• Chronique du 7 novembre 2013

Je ne connais pas Bernard Wesphael. Je n'étais pas à Ostende, le jeudi 31 octobre, dans la chambre au 6ème étage de l'Hôtel Mondo où son épouse trouva la mort. Je ne connais pas Bernard Wesphael, je ne sais rien du drame qui s'est joué dans l'intimité de son couple et je devrais dès lors m'abstenir de commenter une « affaire » qui ne concerne que la Justice. Il m'apparaît cependant impossible de rester passif face au traitement indigne que certains médias réservent depuis plusieurs jours à cet événement et à son protagoniste. Je vais donc, exceptionnellement, consacrer cette chronique à quelque chose n'ayant rien à voir, ni de près ni de très loin, avec « l'environnement » mais qui s'avère par contre emblématique du monde tel qu'il va.

Pour faire un « bon » fait divers, il faut soit un scénario hors du commun, soit un (des) acteur(s) connu(s). Bernard Wesphael a la malchance d'être une personnalité publique et le drame – c'est le seul terme utilisable à ce stade pour qualifier l'affaire avec un minimum d'objectivité et il restera intrinsèquement pertinent quelle que soit la suite des événements – , le drame, donc, auquel il est mêlé ne peut dès lors espérer la discrétion qu'il serait en droit de revendiquer.

Admettons que ce soit la « rançon de la gloire », qu'il faut être conscient en allumant les feux de la rampe qu'on ne dispose pas de l'interrupteur permettant de les éteindre quand on souhaite retrouver l'ombre. Admettons également que relater des événements impliquant un élu, par définition responsable devant ses électeurs, relève du devoir d'informer. Mais au nom de quoi devrait-on admettre de voir l'honneur d'un homme (ou d'une femme) foulé aux pieds par des médias qui se veulent procureurs et/ou déguisent leur voyeurisme en investigation ?

La course à l'audience, la satisfaction de la curiosité malsaine d'un certain public, justifient-elles le renoncement au respect de la présomption d'innocence et, plus encore, de la sphère intime d'un individu ? Peut-on, pour le seul plaisir du scoop, abdiquer toute dignité et se complaire dans les sous-entendus nauséux, les assertions infondées, l'exhibition de « témoignages » qui ne révèlent que le désarroi de ceux qui les portent (pourquoi, autrement, participeraient-ils à cette triste comédie, donnant à leurs « impressions » valeur de vérités ?) ? Au vu de ce qu'ils diffusent ces derniers jours, certains médias pensent manifestement que oui...

Lorsque je lis sur la même page<sup>3</sup> *« Son père, un ressortissant grec venu travailler en Belgique voici une quinzaine d'années, est reparti depuis dans son pays. Victor y*

<sup>3</sup> Toutes les citations sont reprises d'articles consacrés à l'affaire par les journaux du groupe Sud Presse (éditions du samedi 2, lundi 4, mardi 5 et mercredi 6 novembre)

est allé souvent et comprend le grec mais pourra-t-il désormais repartir en Grèce ?» et « *La tante de la victime met aujourd'hui toute son énergie pour soutenir Victor, 14 ans, le fils de la victime. (...) Heureusement, il a encore son papa, prof de religion qui travaille à Bruxelles et vit à Liège.* » je m'interroge sur les qualités professionnelles et intellectuelles des « journalistes » aux manettes.

Quand je découvre en titre « *La tante de Véronique Piroton* : J'ai vu son corps : elle a été tabassée, ce n'est pas un suicide » ou en manchette de Une « *Sa femme ne s'est pas suicidée, c'est un assassinat* »<sup>4</sup>, je m'inquiète de la bonne conscience de l'individu qui cautionne ces assertions en signant un « bon à tirer ».

Et quand des forums sont ouverts sous des articles aussi sensibles que ceux-là, j'échoue à y voir autre chose qu'un mépris obscène envers celui/celle/ceux jetés en pâture à la *vox populi* qui se révèle en l'occurrence plus rancie que *dei*.

Pour ce qui est du summum de l'abjection consistant à focaliser le cartoon du jour, pathétique d'humour poussif, sur un homme à terre, ce serait lui faire trop d'honneur que de tenter de le qualifier.

J'ignore ce qui s'est passé le jeudi 31 octobre dans cette chambre du sixième étage de l'Hôtel Mondo à Ostende qui hébergeait Bernard Wesphael et son épouse.

Rien ne me permet de juger si cet homme est coupable de meurtre, de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner... ou victime d'un enchaînement de circonstances qui le dépasse et totalement innocent des accusations qui pèsent sur lui. Je suis dans l'ignorance la plus totale des faits mais je sais qu'aucune vérité ne pourra venir justifier les pratiques indignes d'une presse qui se devrait d'être d'autant plus responsable et irréprochable qu'elle est « *la plus vendue de Belgique francophone* »<sup>5</sup>. (A moins, hypothèse loin d'être farfelue au regard de ce qui passionne aujourd'hui les foules, qu'elle ne soit précisément la plus vendue parce qu'elle n'est ni responsable, ni irréprochable...) Une presse qui semble ignorer ou avoir oublié qu'on ne s'improvise pas Bob Woodward ou Carl Bernstein<sup>6</sup>, qu'il ne faut pas confondre investigation et fouille-merde, enquête et ragot, révélations et supputations... au risque de bafouer les principes déontologiques les plus élémentaires du journalisme et de la conscience humaine.

Selon la formule consacrée, « *l'enquête suit son cours* ». Si elle doit déboucher sur un procès, il se fera devant un tribunal, dans le respect d'une procédure stricte aboutissant à un verdict – et, le cas échéant, une sanction – motivé. Mais que ce procès ait lieu ou pas, que son issue lui soit ou non favorable, Bernard Wesphael aura déjà été jugé, condamné et privé de son honneur par ceux que François Mitterrand qualifia en son temps de « chiens ». Le peu de voix s'élevant pour dénoncer la chose – à l'exception remarquable de Francis Van de Woestyne dans « *La Libre Belgique* » – interpelle quant à l'état d'engourdissement de l'esprit critique et de la faculté d'indignation de notre société saturée de tout. Mais cela, ce n'est pas vraiment nouveau. ●

---

4 Pour rappel, un assassinat est un meurtre commis avec préméditation et est considéré par le droit pénal comme la plus grave des crimes contre la personne. Ce titre va donc au-delà de l'accusation à prouver qui pèse sur Bernard Wesphael ce qui ne fait qu'ajouter à l'ignominie de la campagne à charge menée par ce journal.

5 Selon les chiffres CIM (Centre d'information sur les médias) portant sur le 3ème trimestre 2013.

6 Les journalistes du « *Washington Post* » dont le travail d'enquête a mis à jour le scandale du Watergate.





## LE SOCIALISME EN RASE-DEMOTTE

• Chronique du 21 novembre 2013

C'était l'autre dimanche, à l'occasion d'un de ces débats<sup>3</sup> apéro-cathodiques hérités du temps où la politique intéressait les foules et où la télévision fédérait les familles (à moins que ce ne soit l'inverse.). Ce jour-là, un septette idéologiquement et linguistiquement équilibré dissertait sur le thème imposé « *La NVA veut-elle détruire la Belgique ? – Que pensez-vous du modèle de confédéralisme présenté par le parti nationaliste flamand ?* ». Les échanges s'enlisaient dans les lieux communs et je luttais vaillamment contre la tentation d'appuyer sur la touche *off* de la télécommande quand une intervention du Ministre-Président de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles m'extirpa de ma torpeur intellectuelle. « *Qu'est-ce qu'il a dit, Rudy ? J'ai bien compris ???* » Si mes neurones encore actifs à ce moment de l'émission ne m'abusaient pas, Rudy Demotte, ci-devant figure de proue du socialisme gouvernant, venait de déclarer en substance qu'il fallait que l'enseignement réponde aux besoins de l'économie !

Serait-ce un cauchemar ? Une hallucination ? Mon esprit réveillé sans ménagement s'attacha à décrypter la suite des propos du Premier wallon et ce qu'il m'en dit ne laissait pas de place au doute : non, je ne délirais pas ; j'avais bien, sinon précisément, entendu. L'objet du débat s'était progressivement déplacé vers la nécessité – ou non – d'une septième réforme de l'Etat et la pertinence – ou non – de régionaliser l'enseignement et c'est dans ce contexte que Monsieur Rudy avait estimé, avec toute la solennité qui le caractérise, que l'important était que l'enseignement réponde aux besoins de l'économie.

Cette sortie me fit un tel choc que je refusai de croire ce que j'avais entendu. Je m'infligeai donc la rediffusion de l'émission, stylo en main pour retranscrire aussi fidèlement qu'intégralement les paroles du Ministre-Président. « *L'enseignement doit répondre à des logiques de bassin de vie. C'est-à-dire qu'il faut tenir compte dans les besoins de l'offre d'enseignement de la manière dont l'économie, dont les choses vivent...* » : la forme différerait quelque peu mais le fond était bien celui qui avait percuté mes convictions. Un homme politique se revendiquant progressiste venait de déclarer sans état d'âme ni trouble identitaire que l'enseignement devait s'adapter pour répondre aux besoins de l'économie !

Moi qui croyais que l'enseignement était là pour permettre à l'individu de s'émanciper, d'acquérir le savoir et l'esprit critique qui forgeront sa conscience et sa personnalité ; moi qui avais toujours vendu « l'école » comme une zone de transit vers une vie choisie et assumée,

3 « Mise au point », émission du dimanche 3 novembre 2013 sur La Une (RTBF)

un lieu où chacun(e) peut – en tout cas devrait – recevoir les outils intellectuels et autres pour s'accomplir pleinement, je me prenais douloureusement la réalité dans les illusions. L'enseignement, c'est fait pour fournir à l'économie les travailleurs formatés à ses besoins.

Que ce soit un socialiste qui m'assène cette vérité renforçait l'intensité de mon KO. L'enseignement ayant sans doute échoué à me former, je considérais naïvement jusqu'ici que le « socialisme » entendait – je résume et caricature – défendre l'homme contre l'oppression de l'économie. Il était pour moi garant de la primauté du premier sur la seconde et voilà que je le découvrais, à travers un de ses disciples, mettre l'enseignement au service de l'entreprise autrement dit accorder aux forces économiques un pouvoir d'influence voire de contrôle majeur sur ce qui constitue le socle de la construction personnelle des individus ! Vous comprendrez que je suis tombé de très haut et que mes idéaux n'en sortirent pas indemnes.

Curieuse époque quand même que celle où un tel renversement de valeurs peut s'accomplir dans une indifférence quasi généralisée ; pas un camarade, pas un politologue, personne pour s'offusquer ou à tout le moins s'étonner. Comme si cette nouvelle donne était déjà pleinement intégrée, que la soumission de l'Homme aux besoins et exigences de l'économie constituait désormais un dogme gouvernant les manières de penser. Dans le même ordre d'idées, la société française accepte sans broncher qu'un ministre socialiste, membre d'un gouvernement où siège des écologistes, déclare fièrement « *nous sommes en discussion pour démanteler un certain nombre de ces règles, les normes environnementales, qui empoisonnent la vie sur le terrain de tous ceux qui essaient de travailler et de vivre au pays, comme on dit* »<sup>4</sup>.

Les générations passées renvoyaient ceux qui rêvaient de devenir artiste, philosophe ou explorateur au sens des réalités, à la nécessité d'un « *vrai métier* » pour « *gagner sa vie* ». Aujourd'hui, on veut adapter l'enseignement pour le conformer aux besoins de l'activité économique. En viendra-t-on demain à supprimer les filières décrétées « cul-de-sac » pour l'emploi et/ou les formations sans finalité productive ? Et puis peut-être qu'après-demain (ou plus tôt), les entreprises définiront non seulement les formations méritant encore d'être dispensées mais aussi leur contenu et les *numerus-clausus* à appliquer pour chaque filière...

Avec une telle logique, l'avènement de « *modes de production et de consommation plus équitables et respectueux de l'environnement* » risque de rester en rade des utopies.

Une chose me rassure dans tout ça : en conséquence logique de la mauvaise éducation qui lui fut dispensée, ma fille a dédaigné les voies royales qu'un choix responsable lui aurait ouverte pour s'engouffrer tête baissée dans l'impasse de la « sociologie-anthropologie ». Ce que l'on vit actuellement – et dont l'objet de cette chronique n'est qu'un épisode emblématique mais mineur – lui offrira un sujet d'analyse (sinon un débouché) passionnant. Et la passion, c'est de plus en plus précieux dans cette société formatée. ●

---

<sup>4</sup> Arnaud Montebourg, invité de « La Matinale » du 13 novembre 2013 sur France-Inter



## JUST DO IT !

• Chronique du 5 décembre 2013

Elles l'ont fait ! Peu importe que le geste résulte d'un accès de lucidité ou d'un coup de folie, du sursaut des consciences ou d'un moment d'absence, l'Histoire retiendra (ou pas) que le jeudi 21 novembre au matin, lassées d'être les figurantes impuissantes du scénario pitoyable qui se jouait au Sommet sur le Climat de Varsovie, les ONG ont décidé de quitter la scène.

Certes, ce qu'on en vit donna l'impression d'une révolte policée dont les acteurs semblaient les premiers surpris de leur audace. Le spectacle des délégations quittant le théâtre des négociations sourire aux lèvres et slogans polis en mains ne reflétait guère l'importance des enjeux et la colère des protestataires. L'existence même de cette réaction constitue toutefois un événement inédit, une « première » que l'on se doit de saluer. Après des années où ils furent gavés de couleuvres, servirent de dindons à des farces indigestes et virent leurs revendications étrillées par les spadassins de la dictature économique sans jamais broncher, les porteurs de l'intérêt commun, défenseurs de l'environnement, de l'équité, de solidarités intra- et internationales ont enfin ressenti un haut-le-cœur et le besoin de dire « *trop is te veel!* ». Cela n'a l'air de rien mais c'est énorme.

Souvenez-vous : même après l'échec cuisant du Sommet « *décisif* », « *capital* » et « *de la dernière chance* » de Copenhague, les acteurs non gouvernementaux s'astreignaient à une méthode Coué positiviste, psalmodiant leur désir de « *mesures ambitieuses* » lors du prochain grand raout annuel des Nations désunies sur le climat. Pas question de désespérer Billancourt<sup>3</sup> en affirmant ou même laissant entendre que l'on s'enfonce sans cesse davantage dans le sable mouvant du réchauffement, que l'on est près d'avoir le bec dedans et que ces hypothétiques « *mesures ambitieuses* » ne permettront même plus de nous en extirper.

L'approche avait sa logique : on peine à mobiliser les foules avec la perspective de résultats dans la lutte climatique, évitons de les démotiver davantage encore avec un discours actant l'immobilisme et ses conséquences de plus en plus inexorables. Reste à voir si cette négation de la réalité des faits n'a pas *in fine* alimenté le fatalisme ambiant. Autrement dit, le recul du changement climatique dans la hiérarchie des préoccupations du public ne viendrait-elle pas de cette évocation à l'envi de « *l'urgence* »

<sup>3</sup> Formule due à Jean-Paul Sartre signifiant qu'il ne faut pas forcément dire la vérité (en l'occurrence aux ouvriers) de peur de les démoraliser. « Billancourt » est une usine Renault qui fut longtemps la plus grande concentration ouvrière en France.

*d'agir*», du « *rendez-vous de la dernière chance* » systématiquement suivie d'un constat d'échec (ou à tout le moins d'insuffisance) puis de l'appel toujours répété à faire plus l'année suivante lors d'un nouveau rendez-vous de la dernière chance... On annonce l'apocalypse si rien ne bouge mais lorsque le *statu quo* survient, il n'apparaît jamais catastrophique et une nouvelle « dernière chance » est systématiquement évoquée : difficile de prendre longtemps un tel discours au sérieux.

Dans ce contexte, la sortie des ONG à Varsovie marque une étape importante : pour la première fois, elles ont clairement pris attitude ; pour la première fois, elles ont manifesté sans équivoque que la tournure des négociations n'était pas acceptable ; pour la première fois, elles ont affirmé haut et fort que les résultats engrangés ou non dans un Sommet n'étaient pas indifférents et que l'enjeu valait davantage qu'un communiqué de presse pour « *déplorer le manque d'engagements* », « *saluer une avancée malheureusement insuffisante* » ou « *donner rendez-vous l'an prochain pour un Sommet qui ne pourra plus cette fois éluder ses responsabilités* ».

Pour la première fois, on a eu la sensation que quelque chose d'effectif se passait, qu'il y avait (un peu) de la colère et de la révolte, que le seuil de l'intolérable était atteint. Le sentiment d'être engagé dans un combat capital a enfin pointé le bout de son enthousiasme.

A l'opposé de cette analyse, le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, Melchior Wathelet, a estimé qu' « *en partant, les ONG laissent le champ libre aux climato-sceptiques. (...) Je partage leur frustration mais je n'aime pas la manière dont ils ont décidé de protester. On est beaucoup plus efficace en discutant, en protestant, en venant avec des arguments, qu'en appliquant la politique de la chaise vide. Cette position accrédite et renforce la thèse de ceux qui disent qu'il reste deux ans et qu'on a le temps. Partir, c'est renforcer les arguments de ceux qui veulent postposer le débat.* »<sup>4</sup> Ce disant, Monsieur Wathelet semblait avoir oublié que la politique de la chaise occupée et de la discussion argumentée mise en œuvre par les ONG à Montréal en 2005, Nairobi en 2006, Bali en 2007, Poznam en 2008, Copenhague en 2009, Cancun en 2010, Durban en 2011 et Doha en 2012 (soit dit en passant, en voyant la liste des escales, on peut comprendre que certains soient prêts à tout faire — c'est-à-dire rien — pour prolonger le Mondo-trip...) n'avait pas vraiment généré d'avancées significatives ni évité que le débat et plus encore les décisions soient systématiquement postposés. Le principal pour ne pas dire le seul engagement enregistré au cours de ces années fut celui de décider... plus tard. Quitte à être instrumentalisé dans des négociations stériles, autant faire savoir que l'on n'est pas dupe et qu'on en a marre, non ?

Mais le Secrétaire d'Etat ne dut pas vivre bien longtemps avec sa désapprobation ; le coup de sang des ONG fut de courte durée et leur retour au positivisme ne tarda pas. Si dans leur communiqué de fin de Sommet, les organisations belges constatent bien que « *une fois de plus, les décisions nécessaires pour une transition juste vers une économie bas-carbone ne seront pas prises* », elle enchaînent en effet en reprenant leur credo optimiste copié-collé des communiqués sortis les années précédentes :

4 « L'Echo », vendredi 22 novembre 2013

*« Nous voulons cependant rester constructifs par rapport au processus UNFCCC et regarder vers l'avenir. 2015, c'est demain. L'année prochaine sera une année cruciale pour la préparation du futur accord. Il faudra nécessairement faire plus et mieux. (...) Les ONG et syndicats membres de la délégation belge seront présents à la prochaine conférence climat, à Lima (Pérou), pour tenir nos décideurs belges et européens responsables d'un futur durable et juste. »* Je ne résiste pas à la tentation de conclure : *« Amen. »*

On me dira : *« Mais que veux-tu dire ou faire d'autre ? »*

Eh bien, justement : si, pour une fois, les *« ONG et syndicats membres de la délégation belge »* faisaient l'impasse sur la prochaine conférence et ne se rendaient pas à Lima ? Mieux : si ils s'activaient à rallier leurs alter-egos internationaux à cette position afin que l'ensemble de la société civile boycotte ce Sommet Climat en donnant à la démarche un maximum d'écho médiatique et politique ?

Peut-être cela s'avèrera-t-il vain et sans effet ...mais peut-être pas. Jean Monet disait : *« Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise. »* Si la crise climatique apparaît trop lointaine ou trop abstraite aux yeux des décideurs, peut-être une crise de la représentation citoyenne leur parlera-t-elle davantage. Ce coup d'éclat pourrait servir de déclic à une prise de conscience et surtout de responsabilités. Qui sait ?

Une chose est sûre : vu l'impact de la présence des ONG lors des réunions précédentes, il n'y a strictement rien à perdre dans l'aventure (sinon un beau voyage). Tout est par contre à gagner. A commencer par quelques (symboliques) tonnes de CO<sub>2</sub>, le panache et le sentiment d'avoir tenté l'impossible pour changer le cours des choses. ●





## "SUR LA TÊTE DE MES ENFANTS"

• Chronique du 19 décembre 2013

Assénée avec une instantanéité et une conviction surjouée traduisant l'espoir désespéré de crédibilité dont elle était investie, la réplique provoqua un tel séisme dans ma somnolence matitudinale que la gorgée de café transitant à cet instant entre la porte de ma luelle et mon œsophage perdit le contrôle de sa course et quitta son itinéraire digestif pour s'engouffrer dans une voie respiratoire dont elle fut expulsée sans ménagement. Résumé exécutif : l'énormité proférée était telle que j'en avalai de travers.

Nous étions un matin comme trop d'autres. J'entrais précautionneusement dans ma journée en écoutant la radio avec une attention modulée sur les propos de « L'Invité » de La Première lorsque l'événement survint. Conscient de l'acuité très relative de mon esprit en ces premières heures post-réveil, je commençai par mettre en doute la réalité de ce que j'avais cru percevoir. Peut-être rêvais-je, voire hallucinais-je... Tout en évaluant les dégâts occasionnés sur ma chemise par le clash caféiné dont je venais d'être victime, je décidai donc d'interroger la paire d'oreilles dressées de l'autre côté de la table du petit-déjeuner pour savoir ce qu'il en était. Et sa propriétaire m'assura que non, je n'avais pas rêvé ; oui, les paroles à l'origine de mon cataclysme interne avaient effectivement été prononcées. Ainsi, ce matin-là<sup>3</sup>, Vincent De Wolf, bourgmestre d'Etterbeeck, chef de groupe MR au parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et « Invité » de La Première venait bel et bien d'effectuer ce que j'assimilais à un saut en chute libre dans le vide politique.

### *Flash-back.*

Bertrand Henne, journaliste aux manettes de l'entretien : « *Le plan sur l'emploi à Bruxelles, est-ce que c'est une réponse à la popularité croissante de Didier Reynders dans les sondages ? On sait que vous êtes tous les deux candidats pour être Ministre-Président alors, dès que vous proposez une idée, on peut voir comme une réponse du berger à la bergère...* »

Vincent De Wolf : « *Cela, c'est une diabolisation journalistique qu'on peut comprendre mais je peux vous jurer sur la tête de mes enfants que moi je suis dans mon travail avec le groupe, on a fait le programme, on avance bien, on fait notre boulot, donc ça n'a rien à voir avec le fait que Didier soit légitimement candidat par ailleurs vu sa notoriété et son importance en Belgique.* »

Ne me dites pas que rien vous choque...

<sup>3</sup> « L'Invité » de Matin-Première, RTBF Radio, 23/09/2013

Non, je me fous de l'évocation d'une « *diabolisation journalistique* » ; cela fait belle lurette que la posture n'est plus sous label lepéniste. Allez, sans blague... Ho !?!?

« *Je peux vous jurer sur la tête de mes enfants...* » : cela ne vous fait pas bondir ? Un homme politique de dimension nationale qui en arrive à mobiliser ce serment de mari trompeur et de bonimenteur de bazar pour espérer être cru, cela ne vous chipote pas l'intellect ? Cela ne vous interpelle pas sur le niveau de confiance qui subsiste entre le peuple et ses élus ?

Qu'on ne vienne surtout pas me dire que « *c'est purement anecdotique* » et qu' « *il n'y a pas de quoi en faire un événement ni même une chronique* » ! Je pense au contraire que c'est tristement emblématique et, dès lors, terriblement inquiétant. Car si cette saillie constitue un « dérapage individuel », elle n'en témoigne pas moins du niveau zéro atteint par le discours politique tant dans sa forme que sur son fond. Il faut en effet ne plus croire tant soit peu en ce que l'on dit et en la capacité de convaincre sur sa bonne foi et/ou ses convictions pour recourir à pareil procédé. Et que la démarche relève de l'inconscient – ce qui est plus que probable – atteste davantage encore de la profondeur du malaise : naturellement, instinctivement, le poids de la parole d'homme politique est apparu insuffisant pour crédibiliser le propos...

Jadis porteurs de modèles économiques et sociaux clairement identifiés, défenseurs d'idéaux et de valeurs parfois antagonistes mais toujours assumés, architectes d'une société à l'édification de laquelle leur action était vouée, les « politiques » se positionnent aujourd'hui comme de simples gestionnaires de crises sur les fondements desquelles ils ne semblent avoir aucune prise. Hormis l'identité idéologique de « l'autre bord », repoussoir désigné comme responsable de tous les maux, quasiment plus rien ne les distingue. Tous apparaissent condamnés à jouer une même partition avec pour seule marge de manœuvre leur conduite d'orchestre : un peu plus de graves sociales pour les uns ; un peu moins d'aigües fiscales pour les autres ; la retenue des cordes éthiques pour les troisièmes ; la mise en avant des percussions sécuritaires pour les derniers. *In fine*, c'est toujours la même musique que l'électeur entend... sans que cela ne soit jamais assumé, bien au contraire, sur le programme qui lui est vendu. Comment s'étonner dès lors qu'il ne croit plus en la parole de ceux qui le gouvernement et que ceux-ci doivent recourir à des artifices de plus en plus inconséquents – « *sur la tête de mes enfants...* » – pour tenter de le convaincre ?

Le plus préoccupant dans l'histoire, c'est que, lassé d'entendre toujours le même morceau dont les interprétations variées virent à la cacophonie, ledit électeur risque de se laisser séduire par n'importe quelle autre rengaine d'autant plus agréable à ses oreilles qu'elle sera extrême(ment) simple et entraînante...

Je m'en voudrais de conclure sans avoir rassuré Emilie, Sophie et Amandine De Wolf : ne vous en faites pas, les filles, vous ne risquez rien. C'est vrai, votre papa a dit un grrrrroooooooooo mensonge l'autre matin à la radio en jurant sur vos têtes mais il vous aime et avait donc pris soin de croiser les doigts avant de vous livrer en gage de sa bonne foi. Enfin, j'espère. ●



